

CHAPITRE VI. — *Contrôle et évaluations conjointes*

Art. 22. En plus des évaluations internes par les O.N.G. et des contrôles de l'A.G.C.D., cette dernière, ainsi que les fédérations organisent annuellement des évaluations conjointes des activités de cofinancement. Le Ministre détermine les modalités d'application du présent article.

Les rapports des évaluations conjointes sont discutés à la C.C.P. qui donne des avis au Ministre, aux fédérations ainsi qu'aux O.N.G. concernées.

Les évaluations conjointes sont à charge du budget prévu pour le cofinancement.

CHAPITRE VII. — *Mesures spéciales*

Art. 23. Le Ministre peut interrompre le subside accordé à des projets ou des programmes dans le cas où les relations entre le pays en voie de développement et la Belgique ne permettent plus la poursuite des projets ou programmes en cours, ou quand ceux-ci sont rendus irréalisables par une situation de fait, y compris un acte unilatéral des autorités de ce pays, ou suite aux obligations internationales de la Belgique.

Les dépenses déjà engagées ainsi que les frais nécessaires pour le désengagement du projet et pour sa transmission, le cas échéant, à une organisation locale, seront couverts par le subside.

CHAPITRE VIII. — *Mesures abrogatoires et transitoires*

Art. 24. L'arrêté royal du 13 février 1976 organisant le régime de financement par l'Etat belge et les organisations non gouvernementales d'actions de coopération dans les pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1977, est abrogé.

Art. 25. L'arrêté royal du 13 février 1976 précité reste d'application pour les projets faisant l'objet d'un arrêté ministériel de subside signé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 26. Les O.N.G. agréées en application de l'arrêté royal du 13 février 1976 précité conservent leur agrément si elles satisfont aux conditions énumérées à l'article 3 au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

CHAPITRE IX. — *Indexation*

Art. 27. Le montant maximum pour le remboursement des frais de fonctionnement prévu à l'article 20, § 3 est fixé sur base de l'index de prix à la consommation du mois de janvier 1990. Il est adapté annuellement sur base de l'index du mois de janvier.

CHAPITRE X. — *Dispositions finales*

Art. 28. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991.

Art. 29. Notre Ministre de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,

A. GEENS

HOOFDSTUK VI. — *Controle en gezamenlijke evaluaties*

Art. 22. Boven de interne evaluaties door de N.G.O.'s en de controles door A.B.O.S., organiseren A.B.O.S. en de federaties jaarlijks gezamenlijke evaluaties van medefinancieringsactiviteiten. De Minister bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

De rapporten van de gemeenschappelijke evaluaties worden besproken in de O.C.P., die aan de Minister, de federaties en de betrokken N.G.O.'s adviezen geeft.

De gezamenlijke evaluaties gebeuren ten laste van de begroting voorzien voor de medefinanciering.

HOOFDSTUK VII. — *Bijzondere maatregelen*

Art. 23. De Minister kan de subsidie aan een project of programma onderbreken in het geval de relaties tussen het ontwikkelingsland en België de voortzetting van lopende projecten en programma's niet meer toelaten, of wanneer zij door een feitelijke situatie, inbegrepen een éenzijdige daad van de autoriteiten van het land, onuitvoerbaar zijn geworden, of ten gevolge van internationale verplichtingen van België.

De reeds vastgelegde uitgaven alsmede de noodzakelijke kosten om het project terug te trekken en om het, in voorkomend geval, over te dragen aan een plaatselijke organisatie, worden door de subsidie gedekt.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings- en overgangsmaatregelen*

Art. 24. Het koninklijk besluit van 13 februari 1976 tot organisatie van een regime van financiering door de Belgische Staat en niet-gouvernementele organisaties van samenwerkingsacties in de ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1977, wordt opgeheven.

Art. 25. Het voornoemd koninklijk besluit van 13 februari 1976 blijft in voege voor de projecten die het voorwerp uitmaken van een ministerieel subsidiebesluit ondertekend vóór het in werking treden van dit besluit.

Art. 26. N.G.O.'s die erkend zijn in toepassing van het voornoemd koninklijk besluit van 13 februari 1976 behouden hun erkenning als ze voldoen aan de in artikel 3 opgesomde voorwaarden op het ogenblik van het in werking treden van dit besluit.

HOOFDSTUK IX. — *Indexering*

Art. 27. Het maximumbedrag voor de terugbetaling van de werkingskosten voorzien in artikel 20, § 3 is vastgesteld op grond van het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen van de maand januari 1990. Het wordt jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de maand januari.

HOOFDSTUK X. — *Slotbepalingen*

Art. 28. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.

Art. 29. Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,

A. GEENS

F. 91 — 1010

Arrêté royal relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subside de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants ONG

RAPPORT AU ROI

Sire,

Il a y un quart de siècle déjà, le 24 septembre 1964, votre Majesté a accordé aux volontaires de la Coopération un statut permettant d'agréer « des personnes animées par la volonté d'apporter une collaboration désintéressée aux populations des pays en voie de développement ».

N. 91 — 1010

Koninklijk besluit betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van NGO-coöperanten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Een kwart eeuw geleden, op 24 september 1964, heeft Uwe Majesté aan de vrijwilligers van de Ontwikkelingssamenwerking een statuut verleend waarbij kunnen worden erkend « ... de personen die bezielde zijn met de wil een onbaatzuchtige medewerking te verstrekken aan de bevolking van ontwikkelingslanden ».

De l'avis du gouvernement, le volontaire se distinguait de l'expert ou du technicien par l'esprit qui l'animait. L'abnégation et l'idéalisme se trouvaient à la base de son action.

Depuis des années, la demande de volontaires possédant un meilleure formation et plus d'expérience va croissant. Les partenaires et institutions du Tiers-Monde avec lesquels une coopération existe posent, à juste titre, des exigences plus sévères aux experts étrangers auxquels ils font appel. Ceci est la suite logique de la formation plus élevée des cadres locaux.

La demande des partenaires locaux s'adresse de plus en plus à des coopérants ayant une meilleure formation et possédant des compétences techniques et qui en même temps marquent leur solidarité avec la population locale. Dans ce sens, le volontariat conserve sa spécificité d'engagement pour les pauvres et opprimés.

Il entre dans les intentions du gouvernement de promouvoir par le présent statut un degré accru de technicité de cette catégorie de coopérants et d'améliorer leur situation pécuniaire. Ce souci ne s'exprime pas seulement par une amélioration des avantages matériels des experts et de leurs organisations mais doit également trouver son expression dans une modification de la terminologie utilisée. De concert avec les intéressés le gouvernement est d'avis que le terme « volontaire » doit être abandonné parce qu'il constitue aux yeux d'autres experts et des autorités locales, souvent à tort, l'expression d'une certaine forme d'amateurisme. C'est pour cette raison que le terme « volontaire » a été remplacé par le terme « coopérant ONG ».

Les partenaires du Tiers-Monde demandent également que les coopérants restent plus longtemps en service alors qu'auparavant l'envoi se limitait à une période de service unique de deux ans. Leur présence dans le pays en voie de développement doit avoir une durée suffisante pour promouvoir un processus d'échanges et d'enrichissement mutuels. Ceci ne signifie nullement que dans ce système le coopérant ONG devrait opter pour la construction d'une carrière complète au même endroit. Bien au contraire : comme tout coopérant, le coopérant ONG doit lui aussi se rendre superflu. Même s'il reste pendant plusieurs années en fonction dans le même projet, il travaillera dès le début dans la perspective du transfert de ses tâches aux structures et aux collaborateurs locaux. Après un certain nombre d'années soit il retournera dans son pays soit il mettra son expérience au service d'une nouvelle mission.

De plus en plus, on demande aux coopérants de mettre leur expérience du terrain au service du travail éducatif en Belgique. Les possibilités matérielles doivent leur être offertes de collaborer à l'œuvre éducative en Belgique. Le présent projet prévoit cette possibilité.

Le volontariat doit donc pouvoir faire appel à des personnes bien motivées ayant de préférence quelque expérience et qui veulent travailler pendant plusieurs années Outre Mer. Ils doivent être à même de fonctionner au mieux dans le Tiers-Monde mais ils doivent également garder des contacts avec la Métropole et avec le travail éducatif dans leur pays.

Les modifications dans les relations entre le Nord et le Sud et leurs répercussions sur l'envoi de personnel impliquent qu'on accorde davantage d'intérêt au rôle et à l'expertise des organisations d'envoi. Le rôle des organisations d'envoi consiste à sélectionner de bons projets de développement de base, en collaboration avec les partenaires locaux, de les appuyer financièrement et matériellement et de les accompagner à distance. Les ONG belges doivent de plus en plus devenir des organisations de seconde ligne dont le rôle n'est pas tant la conception et l'exécution des projets mais bien plutôt l'assistance aux groupes locaux qui prennent de telles initiatives.

C'est dans ce contexte que doit être repensé l'arrêté royal du 24 septembre 1964 concernant les personnes agréées en qualité de volontaire pour la coopération avec les pays en voie de développement. Cet instrument organique a été adapté à différentes reprises au cours des ans, mais il présente actuellement des signes d'essoufflement. Il ne répond plus aux exigences qui sont posées aujourd'hui tant aux coopérants qu'aux organisations d'envoi.

Il faut exiger davantage des organisations d'envoi que ce qui est prévu à l'article 4 de l'arrêté royal précité du 24 septembre 1964 et qui se rapporte essentiellement à la présentation d'un programme ou d'un plan d'intérêt public dont l'objectif concorde avec la politique générale de coopération de la Belgique.

L'organisation d'envoi doit apporter la preuve qu'elle possède les compétences techniques et organisationnelles nécessaires pour envoyer du personnel Outre Mer dans les spécialisations qui correspondent à son objet. Elle doit en outre apporter la preuve qu'elle

Naar de opvatting van de regering was de vrijwilliger vooral van de deskundige of technicus te onderscheiden door de geest waarmee hij is beziel. Onbaatzuchtigheid en idealisme lagen aan zijn actie ten grondslag.

Sedert jaren neemt de vraag naar vrijwilligers met een hogere opleiding en met meer ervaring toe. Partners en instellingen in de Derde Wereld waarmee wordt samengewerkt stellen terecht strengere eisen aan de buitenlandse ontwikkelingshulpers waar ze beroep op doen. Dit is het logisch gevolg van de stijgende graad van vorming van de lokale kaders.

De vraag vanwege de lokale partners richt zich in toenemende mate tot ontwikkelingshulpers die hooggeschoold en technisch bekwaam zijn, en die zich tevens solidair opstellen met de plaatselijke bevolking. In die zin blijft het volontariaat zijn specificiteit van inzet voor armen en onderdrukten behouden.

Het is de bedoeling van de Regering om met het huidig statuut een verhoogde graad van technicité van deze categorie ontwikkelingshulpers te bevorderen en hun financiële toestand te verbeteren. Deze bezorgdheid drukt zich niet alleen uit in een verbetering van de materiële voordelen van de deskundigen en hun organisaties maar dient ook zijn uitdrukking te vinden in een wijziging van de gebruikte terminologie. Samen met de betrokkenen is de Regering van oordeel dat de term « vrijwilliger » dient te worden verlaten omdat hij in de ogen van andere deskundigen en lokale overheden vaak ten onrechte wordt geïnterpreteerd als de verwoording van een zekere vorm van amateurisme. Om deze reden wordt de term vrijwilliger vervangen door de term « NGO-coöperant ».

De partners uit de Derde Wereld vragen ook dat de ontwikkelingswerkers langer zouden in dienst blijven daar waar voorheen voor velen de uitzending beperkt bleef tot een éénmalige dienstperiode van twee jaar. Hun aanwezigheid in het ontwikkelingsland moet lang genoeg duren om een wederzijds proces van uitwisseling en bevruchting mogelijk te maken. Dit betekent geenszins dat in het stelsel de NGO-coöperant zou dienen te opteren voor de uitbouw van een hele loopbaan op eenzelfde plaats. Integendeel : zoals elke ontwikkelingswerker dient ook de NGO-coöperant zich overbodig te maken. Al blijft hij verschillende jaren werkzaam in hetzelfde project, toch zal hij vanaf het begin werken in het perspectief van overdracht van zijn taken aan plaatselijke structuren en lokale medewerkers. Na een aantal jaren zal hij ofwel terugkeren naar zijn land, ofwel zijn ervaring ten dienste stellen van een nieuwe opdracht.

Meer en meer wordt aan de ontwikkelingswerkers gevraagd hun terreinervaring ook aan te wenden in het educatieve werk in België. De materiële mogelijkheid dient hen te worden geboden aan het educatieve werk in België mee te werken. Het huidig ontwerp voorziet in deze mogelijkheid.

Het volontariaat moet dus kunnen beroep doen op goed gemotiveerde personen die liefst enige ervaring hebben opgedaan en die verschillende jaren Overzee willen werken. Ze moeten in staat zijn om in de Derde Wereld zo goed mogelijk te functioneren, maar ook voeling houden met het thuisfront en met het educatief werk in eigen land.

De verandering in de relaties tussen Noord en Zuid en de weerslag hiervan op personeelsuitzendingen veronderstellen dat er ook meer aandacht gaat naar de rol en de deskundigheid van de uitzendorganisaties. De rol van de uitzendorganisaties bestaat er in goede projecten van basisontwikkeling uit te zoeken samen met de lokale partners, deze financieel en materieel te steunen en ze van op afstand te begeleiden. De Belgische NGO's moeten hoe langer hoe meer tweedelijnsorganisaties worden, die niet zozeer zelf projecten concipiëren en uitvoeren, als wel steun verlenen aan lokale groepen die zulke initiatieven nemen.

Tegen deze achtergrond moet het koninklijk besluit van 24 september 1964 betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van vrijwilliger voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden worden herdacht. Dit organiek instrument werd in de loop van de jaren verschillende keren aangepast, maar vertoont nu tekenen van sleet. Het beantwoordt niet meer aan de eisen die vandaag zowel aan de ontwikkelingswerkers als aan de uitzendorganisaties worden gesteld.

Vanwege de uitzendorganisaties moet meer worden geëist dan wat is voorzien in artikel 4 van voornoemd koninklijk besluit van 24 september 1964 en dat hoofdzakelijk betrekking heeft op het voorleggen van een programma of een plan van openbaar belang waarvan het doel overeenstemt met het door België gevoerd algemeen ontwikkelingsbeleid.

De uitzendorganisatie moet het bewijs leveren dat zij zelf de nodige technische en organisatorische competentie bezit om personeel overzee te sturen in de specialisaties die eigen zijn aan haar doel. Zij moet tevens aantonen dat zij dat personeel op een deskun-

dispose d'une expertise dans la sélection de ce personnel, qu'elle peut le préparer d'une façon suffisante à sa mission et qu'elle peut l'encadrer durant son séjour Outre Mer.

En ce qui concerne les contacts entre les pouvoirs et les organisations d'envoi, l'article 7 bis de l'arrêté royal précité du 24 septembre 1984 prévoit la création d'un comité de contact des volontaires. Il a pour mission de donner des avis sur toutes les questions concernant les coopérants bilatéraux. Ce comité est composé de membres du conseil d'administration des fédérations des organisations d'envoi (en ce moment Intercodex) et de représentants de l'Administration Générale de la Coopération au Développement désignés par le Ministre. Le Ministre ou son délégué préside le comité de contact des volontaires.

Dans le cadre de la concertation entre les pouvoirs publics et les organisations non gouvernementales, il sied de créer une commission de concertation dans laquelle des représentants des fédérations et de l'Administration Générale de la Coopération au Développement sont complétés par des experts indépendants. L'existence de cette commission n'interdit pas aux pouvoirs publics de confier aux fédérations une large mission en matière d'organisations d'envoi. Les fédérations se voient également confier la supervision de la sélection et de l'encadrement. De plus, la possibilité sera étudiée de confier aux fédérations d'autres tâches de gestion dans le respect de la législation existante.

Il convient dès lors que les pouvoirs publics apportent en cette matière aux organisations d'envoi et aux fédérations une aide financière contrôlable.

Pour permettre aux organisations d'envoi de disposer de personnel hautement qualifié et techniquement compétent durant une durée minimum de quelques années, il y a lieu d'apporter des améliorations au statut actuel de 1984 en faveur des coopérants ONG. Ces améliorations doivent tenir compte du profil des candidats, de leur ancienneté et de leur situation familiale. Elles doivent concerner tant les allocations - à accorder aux coopérants ONG que la charge de la sécurité sociale. Il convient également que les pouvoirs publics reprennent à leur compte certaines charges qui jusqu'à présent étaient supportées par les organisations d'envoi et par les fédérations.

Enfin, un système transitoire est prévu tant pour les organisations d'envoi agréées que pour les volontaires agréés.

Le présent projet a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat. Ce Haut Collège est d'avis qu'une base légale permettant de régler cette matière par arrêté royal fait défaut (avis L. 20.298/9 du 16 janvier 1991).

Une telle remarque n'a pas été formulée par le Conseil d'Etat dans son avis L. 20.297/9 du 16 janvier 1991 sur un projet d'arrêté royal portant organisation d'un régime de cofinancement par l'Etat belge et les organisations non gouvernementales dont la base juridique se situe dans l'article 2, paragraphe 1^{er} de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers.

Il résulte des travaux préparatoires de la loi précitée que le paiement des volontaires occupés dans un contexte bilatéral se fera par l'intermédiaire du Fonds comme pour l'octroi de subventions aux projets cofinancés d'ONG reconnues (Document parlementaire, Sénat, 581 (1980-1981) — N° 2 — page 29).

La majeure partie de l'avis précité du Conseil d'Etat a été mise à profit lors de la rédaction du présent projet.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Cet article donne les définitions nécessaires des concepts utilisés.

CHAPITRE II. — L'agrément

Article 2. Cet article fixe les conditions auxquelles les coopérants ONG doivent répondre individuellement. Les exigences en matière de nationalité ont été élargies aux citoyens d'un autre pays membre des Communautés Européennes et aux réfugiés politiques reconnus. Ces conditions ont déjà été prévues par l'arrêté royal du 27 octobre 1989.

De plus, l'âge minimum est revenu. Le gouvernement estime que le maintien d'un âge minimum à 18 ans est inconciliable avec l'exigence d'une professionnalisation accrue des experts ONG. Cet âge est dorénavant fixé à 21 ans.

Le coopérant ONG doit être mis au travail dans un programme ou un projet agréé. Le contrat d'emploi doit être conclu pour une durée minimum d'un an.

dige wijze kan selecteren, het op voldoende wijze kan voorbereiden op zijn zending en het begeleiden tijdens zijn verblijf Overzee.

Inzake contacten tussen de overheid en de uitzendorganisaties voorziet artikel 7 bis van voornoemd koninklijk besluit van 24 september 1984 in de oprichting van een contactcomité voor de vrijwilligers. Het heeft tot opdracht een advies uit te brengen over alle vraagstukken inzake de bilaterale vrijwilligers. Dit comité is samengesteld uit de leden van de beheerraad van de federaties van uitzendorganisaties (op dit ogenblik Intercodex) en van vertegenwoordigers van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking aangeduid door de Minister. De Minister of zijn afgevaardigde zit het contactcomité voor de vrijwilligers voor.

In het kader van het overleg tussen de overheid en de niet-gouvernementele organisaties past het een overlegcommissie op te richten waarin de vertegenwoordiging van de federaties en van het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking wordt aangevuld met onafhankelijke experts. Het bestaat van deze commissie neemt niet weg dat de overheid aan de federaties een ruime taak blijft toekennen inzake de uitzendorganisaties. Ook het toezicht op de selectie en op de omkadering wordt aan de federaties toevertrouwd. Daarenboven zal de mogelijkheid onderzocht worden de federaties andere taken van beheer toe te vertrouwen met inachtneming van de bestaande wetgeving.

Het past dus ook dat de overheid de uitzendorganisaties en de federaties op dat vlak op een controleerbare wijze financieel zou ondersteunen.

Om de uitzendorganisaties toe te laten over hooggeschoold en technisch bekwaam personeel te beschikken gedurende een minimumduur van enkele jaren dienen er een reeks verbeteringen te worden aangebracht aan het statuut van 1984 ten voordele van de NGO-coöperanten. Deze verbeteringen dienen rekening te houden met het profiel van de kandidaten, met hun anciënniteit en met hun gezinstoestand. Zij dienen te slaan zowel op de vergoedingen toe te kennen aan de NGO-coöperanten als op de lasten voor de sociale zekerheid. Ook dienen er bepaalde lasten, die tot op heden werden gedragen door de uitzendorganisaties en door de federaties, te worden overgenomen door de overheid.

Tenslotte wordt er voorzien in een overgangsstelsel zowel voor de erkende uitzendorganisaties als voor de erkende vrijwilligers.

Dit ontwerp werd voorgelegd aan het advies van de Raad van State. Dit Hoog College is van mening dat een wettelijke basis ontbreekt om deze materie bij koninklijk besluit te regelen (advies L.20.298/9 van 16 januari 1991).

Dergelijke opmerking werd niet gemaakt door de Raad van State in zijn advies L. 20.297/9 van 16 januari 1991 betreffende een ontwerp van koninklijk besluit tot organisatie van een regime van medefinanciering door de Belgische Staat en niet-gouvernementele organisaties, waarvan de rechtsgrond ligt in artikel 2, paragraaf 1 van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en een Fonds van Leningen aan Vreemde Staten.

Uit de voorbereidende werkzaamheden van voornoemde wet blijkt dat de betaling van de vrijwilligers die in bilateraal verband werkzaam zijn zal gebeuren langs het Fonds zoals de subsidiëring van de medegefinancierde projecten van erkende NGO's (Parlementair stuk, Senaat, 581 (1980-1981) — Nr 2 — pagina 29).

Het grootste deel van voornoemd advies van de Raad van State werd te nutte gemaakt bij de opstelling van het huidig ontwerp.

BESPREKING VAN DE ARTIKELS

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. Dit artikel geeft de nodige definities van de gebruikte begrippen.

HOOFDSTUK II. — De erkenning

Artikel 2. Dit artikel stelt de voorwaarden vast waaraan de NGO-coöperanten individueel moeten voldoen. De eisen inzake nationaliteit werden uitgebreid tot de onderdanen van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap en tot de erkende politieke vluchtelingen. Deze voorwaarden werden reeds ingevoerd bij het koninklijk besluit van 27 oktober 1989.

Daarenboven werd de minimumleeftijd herzien. De regering gaat er van uit dat het onverenigbaar is met de eis van een verhoogde professionalisering van de NGO-coöperant om de minimumleeftijd op 18 jaar te behouden. Hij wordt voortaan op 21 jaar vastgesteld.

De NGO-coöperant dient te worden tewerkgesteld in een erkend project of programma. De duur van de arbeidsovereenkomst dient ten minste één jaar te zijn.

De plus, les coopérants ONG devront présenter une convention d'envoi avec une organisation d'envoi réglant les modalités d'encadrement avant, pendant et après l'envoi. Ce document fixe les relations entre le coopérant ONG et son organisation d'envoi et il joue un rôle important dans le contrôle par les pouvoirs publics de l'utilisation des coopérants ONG par les organisations d'envoi. A défaut de respecter les obligations de la convention d'envoi, l'organisation d'envoi peut être sanctionnée (article 5, alinéas 3 et 4).

Le coopérant ONG ne pourra pas être agréé s'il ne déclare pas préalablement qu'il ne développera pas d'activités en dehors de celles auxquelles il s'est engagé et qui sont soumises au contrôle des fédérations. Les rapports qui pourront être exigés des coopérants ONG permettront de déduire de quelle façon ils accomplissent leur tâche et ceci les incitera à ne pas transgresser le cadre de leur engagement. La perte de l'agrément pourra ainsi être justifiée par un cadre juridique nouveau et mieux adapté.

Article 3. Comme principe général pour l'agrément des coopérants ONG, il est exigé que les candidats se déclarent disposés à collaborer à des programmes et des projets reconnus avec comme objectif la promotion sociale, économique et culturelle des populations les plus pauvres. Ces programmes et projets doivent être agréés par le Ministre à moins qu'ils ne soient déjà agréés dans le cadre du cofinancement par le gouvernement belge ou par les Communautés Européennes. Ils doivent posséder la qualification requise pour l'exécution de leurs tâches. Avant chaque agrément les fédérations seront invitées à donner leur avis qui portera sur la confirmation de l'accomplissement des exigences prévues dans cet article.

Selon le § 3 le Ministre peut, en cas de force majeure, arrêter les subsides aux projets ou programmes dans lesquels des coopérants ONG sont actifs. Ce paragraphe ne vise pas à limiter l'autonomie des organisations d'envoi de mener leur politique propre. Des situations peuvent cependant se produire où un conflit se produit entre la présence des coopérants ONG agréés dans un pays en voie de développement et les obligations internationales de la Belgique. Ceci est par exemple le cas quand un pays en voie de développement fait savoir officiellement à la Belgique qu'il n'accepte plus la présence des coopérants ONG. Le paragraphe prévoit des mesures nécessaires pour sauvegarder le cas échéant les droits des coopérants ONG.

Article 4. Cet article règle la durée des agréments et de leurs prolongations.

Article 5. Les organisations d'envoi doivent répondre à des conditions supplémentaires par rapport à celles déjà imposées par l'arrêté royal du 24 septembre 1964. Elles doivent être indépendantes des intérêts des organisations financières, commerciales ou industrielles, posséder un secrétariat accessible en permanence aux coopérants ONG, garantir aux coopérants ONG Outre Mer des conditions d'emploi et de vie morales et matérielles décentes et avoir au moins trois années d'expérience en matière d'envoi de coopérants ONG.

Les organisations d'envoi peuvent perdre temporairement ou définitivement leur agrément lorsqu'elles ne respectent plus leurs obligations vis-à-vis des coopérants ONG ou des partenaires locaux ou quand pendant trois années consécutives elles n'ont plus de coopérants ONG agréés sous contrat.

Article 6. Cet article règle l'agrément des projets et programmes dans lesquels des coopérants ONG peuvent être engagés.

CHAPITRE III. — *Organes de concertation*

Article 7. Les pouvoirs publics agréent une ou plusieurs fédérations comme interlocuteur au nom des organisations d'envoi. Cet article règle les conditions auxquelles les fédérations doivent satisfaire afin d'être agréées.

Les fédérations doivent être pluralistes et démocratiques dans leur fonctionnement. Elles tendront vers des positions partagées par la majorité et qui respectent les opinions légitimes de la minorité parmi les membres.

A cet effet elles tiendront compte dans la composition de leurs organes d'avis et de gestion des diverses tendances d'opinion existantes parmi les membres, notamment les tendances idéologiques et philosophiques dans le sens de visions cohérentes globales sur la société et le développement dans le Tiers Monde.

Ces conditions d'agrément n'ont pas pour but d'imposer aux ONG une forme juridique spécifique et des éléments essentiels de leur association. Ces conditions sont en fait largement inspirées du statut des fédérations existantes. Leur inclusion dans cet article doit garantir que les fédérations agréées continuent à mériter à l'avenir la confiance que les pouvoirs publics leur font dans le cadre du présent arrêté.

Daarenboven moeten de NGO-coöperanten een uitzendovereenkomst met een uitzendorganisatie voorleggen waarbij de begeleidingsmodaliteiten voor, tijdens en na de uitzending worden geregeld. Dit stuk regelt de betrekkingen tussen de NGO-coöperant en zijn uitzendorganisatie en krijgt een belangrijke plaats in het toezicht door de overheid uitgeoefend op het gebruik dat door de uitzendorganisaties van de NGO-coöperanten wordt gemaakt. Bij niet eerbiedigen van de verplichtingen van de uitzendovereenkomst kan de uitzendorganisatie gesanctioneerd worden (artikel 5, derde en vierde lid).

De NGO-coöperanten zal niet kunnen worden erkend indien hij niet vooraf verklaart geen activiteiten te ontplooiën buiten het kader van deze waartoe hij zich heeft verbonden en die aan de controle van de federaties werd onderworpen. Uit de verslagen die van de NGO-coöperanten kunnen worden geëist zal kunnen worden afgeleid op welke wijze zij hun taken hebben volbracht en dit zal hen aansporen om het kader van hun verbintenis niet te overschrijden. Er wordt aldus een beter juridisch kader opgericht om het verlies van de erkenning te staven.

Artikel. 3. Als algemeen principe voor de erkenning als NGO-coöperant wordt geëist dat de kandidaten zich bereid verklaren om mee te werken in erkende programma's en projecten met het doel de sociale, economische en culturele ontwikkeling en promotie van de armste bevolkingsgroepen te bevorderen. Deze programma's en projecten behoren erkend te zijn door de Minister tenzij zij reeds zijn erkend in het raam van de medefinanciering door de Belgische overheid of door de Europese Gemeenschap. Zij moeten voor de uitvoering van hun taak de vereiste kwalificatie bezitten. Aan de federaties wordt voor elke aanvraag tot erkenning een advies gevraagd dat zal dienen te slaan op de bevestiging van de vervulling van de bij dit artikel gestelde eisen.

Volgens de § 3 kan de Minister in geval van overmacht de subsidies voor de projecten of programma's waarin NGO-coöperanten werkzaam zijn stopzetten. Deze paragraaf wil geen afbreuk doen aan de autonomie van de uitzendorganisaties om een eigen beleid te voeren. Er kunnen zich echter situaties voordoen waar een conflict ontstaat tussen de aanwezigheid van erkend NGO-coöperanten in een ontwikkelingsland en de internationale verplichtingen van België. Dit is bijvoorbeeld het geval wanneer de regering van een ontwikkelingsland aan België officieel laat weten dat het de aanwezigheid van NGO-coöperanten niet langer aanvaardt. De paragraaf voorziet maatregelen om desgevallend de rechten van de betrokken NGO-coöperanten te vrijwaren.

Artikel 4. Dit artikel regelt de duur van de erkenningen en van de verlengingen ervan.

Artikel 5. De uitzendorganisaties moeten aan bijkomende voorwaarden voldoen t.o.v. deze reeds opgelegd door het koninklijk besluit van 24 september 1964. Zij moeten vrij zijn van elke belangvermenging met financiële, commerciële of industriële organisaties, een secretariaat hebben dat permanent toegankelijk is voor de NGO-coöperanten, de uitgezonden NGO-coöperanten gezonde morele en materiële levens- en werkomstandigheden waarborgen en ten minste drie jaar ervaring hebben met het uitzenden van NGO-coöperanten.

De uitzendorganisaties kunnen hun erkenning tijdelijk of definitief verliezen wanneer zij hun verplichtingen tegenover de NGO-coöperanten of de lokale partners niet meer nakomen of wanneer zij gedurende drie opeenvolgende jaren geen erkende NGO-coöperanten meer onder verbintenis hebben.

Artikel 6. Dit artikel regelt de erkenning van de projecten en programma's waarin NGO-coöperanten kunnen worden ingezet.

HOOFDSTUK III. — *Overlegorganen*

Artikel 7. De overheid erkent één of meerdere federaties als gesprekspartners namens de uitzendorganisaties. Dit artikel regelt de voorwaarden waaraan de federaties moeten voldoen om erkend te worden.

De federaties moeten in hun werking democratisch en pluralistisch zijn. Zij zullen streven naar standpunten die door de meerderheid aanvaard worden en die de rechtmatige opinies van de minderheid onder de leden respecteren.

Met dat doel zullen zij in de samenstelling van de advies- en beheersorganen rekening houden met de verschillende opinietendenzen aanwezig onder de leden, onder meer de ideologische en filosofische strekkingen in de betekenis van globale coherente visies over de maatschappij en de Derde Wereld.

Deze erkenningsvoorwaarden hebben niet de bedoeling om de NGO's een bepaalde juridische vorm en essentiële kenmerken van hun associatie op te leggen. Deze voorwaarden zijn immers grotendeels geïnspireerd op het statuut van de bestaande federaties. Hun opname in dit artikel moet garanderen dat de erkende federaties ook in de toekomst het vertrouwen waard blijven dat de overheid in hen stelt in het kader van dit besluit.

Les fédérations ont droit à une intervention pour le personnel chargé des nouvelles tâches qui leurs sont confiées. Au maximum six membres du personnel à un barème maximum de secrétaire d'administration pourront être ainsi subventionnés, ainsi qu'un subside égal à 50 % au maximum des frais de fonctionnement de représentants de la fédération dans les pays en voie de développement.

Le contrôle sur les fédérations s'effectue à travers l'agrément du rapport annuel par le Ministre et à travers la présentation annuelle d'un programme et d'un budget pour l'année suivante. Le contrôle financier sera effectué par un réviseur d'entreprise.

Cet article prévoit que le Ministre peut retirer l'agrément d'une fédération qui ne satisfait plus aux conditions prévues.

Article 8. Le Ministre de la Coopération au Développement sera secondé par une Commission dénommée la Commission de concertation des coopérants ONG (CCO), dans laquelle des experts indépendants désignés par le Ministre siègeront à côté de représentants de l'AGCD et des fédérations.

Un expert ne sera pas considéré comme indépendant s'il est lié par un contrat de travail à une organisation d'envoi ou aux fédérations ou s'il est membre du conseil d'administration ou de l'assemblée générale d'une de ces organisations.

La moitié au moins de ces experts est choisie sur une liste de six candidats proposés par les fédérations. Le nombre des membres de la Commission précitée est fixé à 18 et sera réparti paritaire entre les régimes linguistiques francophones et néerlandophones. Un président et un vice-président appartenant à des régimes linguistiques différents seront nommés pour une période de trois ans.

Le secrétariat de la Commission est assuré par le service compétent de l'AGCD. Cette Commission donne des avis au Ministre et ce qui concerne les modalités d'exécution et l'application du présent arrêté, sur sa propre initiative ou sur demande d'une organisation d'envoi, d'une fédération ou du Ministre.

CHAPITRE IV. — La formation

Article 9. Cet article énumère les différentes formations que les coopérants ONG peuvent et doivent avoir suivies, à savoir :

— une approche générale dénommée « cycle d'orientation ». Cette formation est imposée pour familiariser les candidats avec le problème du développement et avec les relations Nord-Sud (article 9, alinéa 1^{er}, 1^o). Cette formation n'est pas subsidiée par les pouvoirs publics;

— une préparation pour des coopérants ONG déjà sélectionnés. Elle consiste en un cours de préparation directe (article 9, alinéa 1^{er}, 2^o) complété éventuellement par une formation spécifique (article 9, alinéa 2) qui prépare directement les coopérants ONG à leur fonction Outre Mer. Cette préparation est subventionnée par les pouvoirs publics;

— une formation complémentaire unique pour des coopérants ONG entre deux périodes de service, après au moins deux périodes de service comprenant au moins quatre années de service (article 9, alinéa 3). Cette formation est également subventionnée par les pouvoirs publics.

Article 10. Les frais de formation sont à charge du budget prévu pour les coopérants ONG, excepté la formation prévue à l'article 9, alinéa 1^{er}, 1^o.

Le Ministre fixe en concertation avec les fédérations les programmes et les institutions de formation subsidiées et décide des exemptions individuelles pour une partie ou pour l'ensemble de la formation.

La formation prévue dans l'article 9, alinéa 1^{er}, 2^o et alinéa 2 sera organisée par le Ministre en concertation avec les fédérations. L'intervention ne peut dépasser 70 000 francs en moyenne par coopérant ONG et par année budgétaire.

La formation prévue à l'article 9, alinéa 3 ne peut dépasser 50 000 francs en moyenne par coopérant ONG et par année budgétaire. Le coopérant ONG agréé bénéficie pendant la période de formation et après sélection des avantages de la sécurité sociale à charge du budget. Il perçoit également un montant égal à l'allocation mensuelle attendue.

CHAPITRE V. — Interventions du Trésor à l'égard du coopérant ONG

Article 11. Le système d'octroi d'allocations aux coopérants ONG est modifié. Le point de départ est un montant de base indexé de 16 000 francs qui peut être augmenté d'une allocation de ménage et d'une allocation d'expérience. Le montant mensuel de base de l'allocation signifie à peine une augmentation par rapport à l'allocation mensuelle accordée au milieu de 1990 et qui, indexé était égale à 15 732 francs.

De federaties hebben recht op een tussenkomst voor personeel belast met de nieuwe taken die hun worden toevertrouwd. Maximum zes personeelsleden aan een maximumloonschaal van bestuurssecretaris zullen aldus kunnen worden gesubsidiëerd, evenals een subsidie van maximum 50 % van de werkingskosten van de federatievertegenwoordigers in de ontwikkelingslanden.

De controle op de federaties gebeurt door de goedkeuring door de Minister van het jaarverslag en het voorleggen van een programma en begroting voor het komende werkjaar. De financiële controle wordt uitgevoerd door een bedrijfsrevisor.

Dit artikel voorziet de mogelijkheid om de erkenning van een federatie in te trekken als zij niet meer aan de gestelde voorwaarden voldoet.

Artikel 8. De Minister van Ontwikkelingssamenwerking zal worden bijgestaan door een Commissie, Overlegcommissie voor NGO-coöperanten (OCN) genoemd, waarin naast vertegenwoordigers van het ABOS en van de federaties er tevens onafhankelijke experts zullen zetelen aangeduid door de Minister.

Een expert wordt niet als onafhankelijk beschouwd als hij gebonden is door een arbeidscontract aan een uitzendorganisatie of aan de federaties of als hij lid is van de raad van bestuur of van de algemene vergadering van één van deze organisaties.

Tenminste de helft van deze experts wordt gekozen uit een lijst van minstens zes kandidaten voorgesteld door de federaties. Het aantal leden van voornoemde Commissie bedraagt 18 en zal in gelijke delen over de franse- en de nederlandse taalstelsels worden verdeeld. Er zal een voorzitter en een ondervoorzitter behorend tot een verschillend taalstelsel worden benoemd voor een periode van drie jaar.

Het secretariaat van de Commissie wordt verzekerd door de bevoegde dienst van ABOS. Deze Commissie geeft adviezen aan de Minister betreffende de uitvoeringsmodaliteiten en de toepassing van dit besluit op eigen initiatief of op vraag van een uitzendorganisatie, een federatie of de Minister.

HOOFDSTUK IV. — De vorming

Artikel 9. Dit artikel somt de verschillende soorten van vorming op die de NGO-coöperanten kunnen en moeten gevolgd hebben. Deze zijn :

— een algemene kennismaking, « oriëntatiecyclus » genoemd. Deze vorming wordt opgelegd om kandidaten vertrouwd te maken met het ontwikkelingsvraagstuk en de Noord-Zuid relaties (artikel 9, eerste lid, 1^o). Deze vorming wordt niet door de overheid gesubsidiëerd;

— een voorbereiding voor reeds geselecteerde NGO-coöperanten. Deze bestaat uit een directe voorbereidingscursus (artikel 9, eerste lid, 2^o) eventueel aangevuld met een specifieke vorming (artikel 9, tweede lid) die de NGO-coöperanten rechtstreeks voorbereidt op hun werk Overzee. Deze voorbereiding wordt door de overheid gesubsidiëerd;

— een éénmalige bijscholing voor NGO-coöperanten tussen twee dienstperiodes in, na tenminste twee dienstperiodes en tenminste vier jaar dienst (artikel 9, derde lid). Ook deze bijscholing wordt door de overheid gesubsidiëerd.

Artikel 10. De kosten voor de vorming, behalve die vermeld in artikel 9, eerste lid, 1^o zijn ten laste van de begroting voor de NGO-coöperanten.

De Minister stelt in overleg met de federaties de subsidiëerbare vormingsprogramma's en instellingen vast en beslist over individuele vrijstellingen van een deel of het geheel van de vorming.

De vorming bedoeld in artikel 9, eerste lid, 2^o, en tweede lid wordt georganiseerd door de Minister, in overleg met de federaties. De tussenkomst mag de kostprijs van 70 000 frank gemiddeld per NGO-coöperant en per begrotingsjaar niet overschrijden.

Voor de vorming bedoeld in artikel 9, derde lid zal de maximumkostprijs 50 000 frank gemiddeld per NGO-coöperant en per begrotingsjaar bedragen. De erkende NGO-coöperant geniet tijdens de vormingsperiode na selectie ten laste van de schatkist tevens van de voordelen van de sociale zekerheid en van een bedrag gelijk aan zijn te verwachten maandelijkse toelage.

HOOFDSTUK V. — Tussenkomsten van de Schatkist ten overstaan van de NGO-coöperant

Artikel 11. Het stelsel van de betoelaging van de NGO-coöperanten wordt gewijzigd. Er wordt uitgegaan van een geïndexeerd basisbedrag van 16 000 frank dat kan verhoogd worden met een gezinstoelage en met een ervaringstoelage. Het maandelijks basisbedrag van de toelage betekent nauwelijks een verhoging tegenover de maandelijks vergoeding die medium 1990 wordt uitbetaald en die geïndexeerd, gelijk was aan 15 732 frank.

Lorsque le cohabitant du coopérant ONG ne bénéficie d'aucun revenu ou lorsque le coopérant ONG est seul avec des enfants à charge il bénéficie d'une allocation de ménage égale à 40 % de l'allocation de base mensuelle des coopérants ONG. Celle-ci est ajoutée au montant mensuel de base.

De plus, le coopérant ONG a droit à une allocation d'expérience qui varie de 40 à 130 % du montant mensuel de base. Ce maximum est atteint après dix années d'expérience. A partir de la dixième année d'expérience l'allocation d'expérience reste inchangée étant donné qu'à ce moment une expérience professionnelle optimale est atteinte.

A cet effet, l'expérience acquise en dehors d'un pays en voie de développement n'est comptée que pour la moitié ce qui est également le cas pour les coopérants de la coopération bilatérale, comme elle est réglée par l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement.

Un coopérant ONG dont le cohabitant est déjà agréé peut opter pour un emploi à mi-temps. Il peut être agréé à cet effet. Dans ce cas il aura droit à une allocation mensuelle égale à 70 % de l'allocation mensuelle de base de 16 000 francs à savoir 11 200 francs indexé. Ce montant se situe au milieu de la différence de l'allocation de ménage (40 %) et de l'allocation totale. Cette mesure permet d'ajouter une dimension sociale au nouveau système des coopérants ONG.

Article 12. Les coopérants ONG ont également droit aux allocations élémentaires accordées par l'Etat à ses fonctionnaires telles que les primes de naissance et les allocations familiales. Puisque beaucoup de coopérants ONG qui sont dorénavant plus instruits, mieux formés et resteront plus longtemps en service qu'auparavant ont des enfants qui seront soumis à l'obligation scolaire, il y a lieu de leur accorder la possibilité de recevoir le minerval scolaire pour leurs enfants à l'âge d'école à l'étranger. Le minerval qu'ils auront payés à l'étranger leur sera remboursé à concurrence de maximum 60 000 francs par an.

Le système de la sécurité sociale Outre Mer est également amélioré. Le montant maximum qui peut être versé conformément aux articles 14 et 15 de la loi du 17 juillet 1963 sur la sécurité sociale d'Outre Mer est égal à 4 000 francs par mois. Pour les coopérants bilatéraux ce montant est partiellement pris en charge par l'employeur et partiellement par eux-mêmes sous la forme d'une cotisation patronale et personnelle. Pour les volontaires qui ne bénéficient actuellement que d'une contribution égale à 75 % de 3 000 francs, il est envisagé de verser une contribution de 75 % du montant maximum de 4 000 francs. Pour les coopérants ONG ceci est égal à 3 000 francs dans le cas d'un agrément intégral et à 3 000 francs \times 0,7 ou 2 100 francs dans le cas d'un agrément partiel. Quand un coopérant ONG bénéficie d'une allocation de ménage, le cohabitant n'est pas agréé de sorte qu'il n'est pas affilié à la sécurité sociale d'Outre Mer. Il n'est pas versé de cotisations pour ce cohabitant.

Ainsi que ce fut déjà le cas sous le régime de l'arrêté royal du 24 septembre 1964, les coopérants ONG bénéficient d'une assurance pour soins de santé et d'une assurance contre les dommages résultant d'accidents de travail ou d'accidents de la vie privée.

Etant donné que les frais de rapatriement d'un coopérant ONG ou d'un membre de sa famille, en cas de maladie ou d'accident survenu pendant leur séjour Outre Mer, coûte généralement fort cher et dépasse leurs possibilités financières ou celles de leur organisation d'envoi, l'Etat conclura une assurance à charge du Trésor.

Article 13. Les coopérants ONG auront dorénavant droit à leurs frais de voyage aller-retour à charge du Trésor pour eux-mêmes et les membres de leur famille. Les frais pour le transport de leurs bagages seront également pris en charge par le Trésor dans des limites fixées.

La prime d'équipement, déjà fixé par l'arrêté royal du 24 septembre 1964, sera dorénavant accordée par ménage et sera augmentée de 50 % par cohabitant et par enfant à charge. Elle sera accordée lors de la première affectation et de changement de pays.

Article 14. En cas de rapatriement en raison d'une maladie ou d'un accident les coopérants ONG agréés continuent à bénéficier des avantages pécuniaires dont ils bénéficient lorsqu'ils se trouvent en activité de service. Cette période ne peut pas dépasser la période de six mois.

Article 15. A la fin de la période de service les coopérants ONG bénéficient pendant une période égale à cinq jours par mois d'agrément des mêmes allocations que celles dont ils bénéficiaient durant leur agrément à l'exception de celle liée à leur présence Outre Mer.

Wanneer de samenwonende van een NGO-coöperant geen inkomen geniet of wanneer een NGO-coöperant een alleenstaande is met kinderen ten laste geniet hij een gezinstoelage gelijk aan 40 % van de maandelijkse basisvergoeding van de NGO-coöperant. Deze wordt toegevoegd aan zijn maandelijks basisbedrag.

Daarenboven heeft de NGO-coöperant recht op een ervaringstoelage die varieert van 40 tot 130 % van de maandelijkse basisvergoeding. Dit maximum wordt bereikt na tien jaar ervaring. Vanaf het tiende jaar ervaring wordt de ervaringstoelage ongewijzigd gelaten, omdat op dat moment een optimale beroepsbekwaamheid bereikt is.

Hierbij wordt de ervaring buiten een ontwikkelingsland slechts voor de helft meegeteld, wat trouwens ook het geval is voor de coöperanten van de bilaterale samenwerking, zoals geregeld door het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden.

Een NGO-coöperant waarvan de samenwonende reeds erkend is kan verkiezen een halftijdse betrekking te aanvaarden. Hij kan daarvoor erkend worden. Hij zal dan recht hebben op een maandelijks vergoeding van 70 % van de maandelijkse basisvergoeding van 16 000 frank zijnde 11 200 frank geïndexeerd. Dit bedrag is gesitueerd in het midden van het verschil van de gezinstoelage (40 %) en van de volledige toelage. Door deze maatregel mogelijk te maken wordt er een sociale dimensie toegevoegd aan het nieuw stelsel van de NGO-coöperanten.

Artikel 12. De NGO-coöperanten hebben eveneens recht op de elementaire vergoedingen die de Staat aan zijn ambtenaren betaalt zoals kraamgeld en gezinsbijslag. Aangezien vele NGO-coöperanten, die voortaan hoger geschoold, beter gevormd en langer in dienst blijven dan voorheen, kinderen hebben die aan de leerplicht onderworpen zijn, moet hen de mogelijkheid worden geboden schoolgeld te ontvangen voor hun schoolgaande kinderen in het buitenland. Het schoolgeld dat zij hiervoor zullen hebben betaald in het buitenland zal worden terugbetaald ten belope van maximum 60 000 frank per jaar.

Ook het stelsel van de Overzeese sociale zekerheid wordt verbeterd. Het maximumbedrag dat overeenkomstig de artikels 14 en 15 van de wet van 17 juli 1963 betreffende de Overzeese sociale zekerheid kan gestort worden is gelijk aan 4 000 frank per maand. Voor de bilaterale coöperanten wordt dat bedrag gedeeltelijk gedragen door de werkgever en gedeeltelijk door de coöperanten zelf onder de vorm van een patronale en een persoonlijke bijdrage. Voor de vrijwilligers, die thans slechts genieten van een bijdrage gelijk aan 75 % van 3 000 frank wordt beoogd een bijdrage te storten van 75 % van het maximumbedrag gelijk aan 4 000 frank. Voor de NGO-coöperanten komt dit overeen met 3 000 frank ingeval van een voltijdse erkenning en van 3 000 frank \times 0,7 of 2 100 frank, in geval van een deeltijdse erkenning. Wanneer een NGO-coöperant geniet van een gezinstoelage wordt de samenwonende niet erkend zodat hij niet wordt aangesloten bij de Overzeese sociale zekerheid. Er worden voor deze samenwonende dan ook geen bijdragen gestort.

Zoals reeds het geval was onder het stelsel van het koninklijk besluit van 24 september 1964 genieten de NGO-coöperanten van een verzekering voor geneeskundige verzorging en van een verzekering tegen de schade voortvloeiend uit arbeidsongevallen of ongevallen van het privé-leven.

Aangezien de kosten verbonden aan een repatriëring van de NGO-coöperant of van leden van zijn gezin in geval van ziekte of ongeval overkomen tijdens hun verblijf Overzee meestal zeer hoog liggen, en de financiële draagkracht van henzelf of van hun uitzendorganisaties overstijgt, zal er door de Staat een verzekering worden afgesloten ten laste van de Schatkist.

Artikel 13. De NGO-coöperanten zullen voortaan recht hebben op hun reiskosten, heen en terug, ten laste van de Schatkist voor henzelf en de leden van hun gezin. Ook hun kosten voor het vervoer van hun bagage zullen binnen bepaalde perken ten laste komen van de Schatkist.

De uitrustingsvergoeding die reeds was voorzien door het koninklijk besluit van 24 september 1964 zal per gezin worden betaald en verhoogd met 50 % per samenwonende en per kind ten laste. Zij zal worden toegekend bij de eerste aanstelling en bij de verandering van land.

Artikel 14. In geval van repatriëring wegens ziekte of ongeval blijven de erkende NGO-coöperanten genieten van de geldelijke voordelen waarvan zij genieten wanneer zij in dienstactiviteit zijn. Deze periode mag echter niet langer zijn dan zes maanden.

Artikel 15. Bij het einde van de dienstperiode genieten de NGO-coöperanten gedurende een periode gelijk aan vijf dagen per maand erkenning van dezelfde vergoedingen die zij genoten tijdens hun erkenning, met uitzondering van deze verbonden aan hun aanwezigheid Overzee.

Article 16. Il est également prévu une réglementation spéciale pour permettre aux coopérants ONG de contribuer aux activités d'éducation en Belgique pendant une période maximum de six mois. Cet avantage ne peut être accordé qu'une seule fois par coopérant ONG. Pendant cette période ils bénéficient des mêmes avantages que ceux prévus à l'article 11 et 12, à l'exception de ceux qui sont liés aux coûts additionnels du séjour Outre Mer.

Article 17. Cet article règle le versement sur un compte en banque en Belgique des sommes dues au coopérant ONG.

CHAPITRE VI. — Indemnités aux organisations d'envoi

Article 18. En contrepartie de l'amélioration du statut il sera exigé des organisations d'envoi une sélection plus sévère, une meilleure formation et un encadrement adéquat. Pour les frais de sélection et de formation des coopérants ONG, les organisations d'envoi ont droit à des subsides. Ces subsides annuels sont déterminés forfaitairement par groupe de coopérants ONG agréés en service au 15 février.

— Pour le premier groupe de 40 agréments : 30 000 francs par coopérant ONG.

— Pour le groupe suivant de 41 à 100 agréments : 25 000 francs par coopérant ONG.

— Pour le groupe au-dessus de 100 agréments : 20 000 francs par coopérant ONG.

L'octroi de ces indemnités est subordonnée à la preuve à apporter par les organisations d'envoi que ces montants ont été utilisés pour au moins 70 % aux salaires du personnel chargé de ces tâches.

CHAPITRE VII. — Contrôle et évaluations conjointes

Article 19. Cet article organise le contrôle et les évaluations conjointes. Les pouvoirs publics escomptent que ces contrôles et évaluations contribueront sensiblement à l'amélioration du fonctionnement du système des coopérants ONG.

CHAPITRE VIII. — Indexation

Article 20. Cet article règle le problème de l'indexation des montants repris dans l'arrêté en projet.

CHAPITRE IX. — Mesures abrogatoires et transitoires

Articles 21 et 22. L'arrêté royal précité du 24 septembre 1964 est abrogé. Comme mesure transitoire il est prévu que tous les volontaires agréés qui se trouvent en service au moment de l'entrée en vigueur de cet arrêté continueront à bénéficier du système actuel en y ajoutant les allocations spéciales telles que la prime de naissance, les allocations familiales, le minerval, la sécurité sociale et l'assurance de rapatriement. Toutefois, les volontaires dont la durée de la période de service en cours au moment de leur demande dépasse encore la durée d'un an pourront demander l'application intégrale de ce nouvel arrêté.

Des mesures transitoires sont également prévues pour les organisations d'envoi. Leur agrément existant est maintenu si elles répondent aux nouvelles conditions de l'arrêté en projet.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Coopération au Développement,
A. GEENS

AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de la Coopération au développement, le 17 octobre 1990, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif aux personnes agréées en qualité de coopérants ONG », a donné le 16 janvier 1991 l'avis suivant :

Le fondement de l'arrêté royal en projet se trouve, selon son préambule, tant dans l'article 29 de la Constitution que dans l'article 2, § 1er, de la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers.

Artikel 16. Er wordt ook een speciale regeling voorzien om de NGO-coöperanten toe te laten een bijdrage te leveren in de educatieve activiteiten in België gedurende een periode van maximum zes maanden. Dit voordeel kan slechts eenmaal per NGO-coöperant worden toegekend. Tijdens deze periode zullen zij genieten van dezelfde voordelen als deze voorzien bij artikel 11 en 12, behalve deze die gebonden zijn aan de extra kosten van een verblijf Overzee.

Artikel 17. Dit artikel regelt de betaling op een bankrekening in België van de sommen verschuldigd aan de NGO-coöperant.

HOOFDSTUK VI. — Vergoedingen aan uitzendorganisaties

Artikel 18. Als tegenprestatie voor de verbetering van het statuut zal er van de uitzendorganisaties een strengere selectie, een betere opleiding en een degelijke omkadering worden geëist. Voor de selectie- en omkaderingskosten van de NGO-coöperanten hebben de uitzendorganisaties recht op vergoedingen. Deze jaarlijkse vergoeding worden forfaitair bepaald per groepen van erkende NGO-coöperanten in dienst op 15 februari.

— Voor de eerste groep van 40 erkenningen : 30 000 frank per NGO-coöperant.

— Voor de volgende groep van 41 tot 100 erkenningen 25 000 frank per NGO-coöperant.

— Voor de groep groter dan 100 erkenningen : 20 000 frank per NGO-coöperant.

De toekenning van deze vergoeding is onderworpen aan het bewijs dat de uitzendorganisaties deze voor ten minste 70 % hebben aangewend aan loonlasten voor het personeel belast met deze taken.

HOOFDSTUK VII. — Controle en gezamenlijke evaluaties

Artikel 19. Dit artikel regelt de wijze van de controle en de gezamenlijke evaluaties. De overheid verwacht dat deze controles en evaluaties gevoelig zullen bijdragen tot de verbetering van de werking van het stelsel van de NGO-coöperanten.

HOOFDSTUK VIII. — Indexering

Artikel 20. Dit artikel regelt het probleem van de indexering van de bedragen vermeld in het ontwerpbesluit.

HOOFDSTUK IX. — Opheffings en overgangsmaatregelen

Artikels 21 en 22. Het voornoemde koninklijk besluit van 24 september 1964 wordt opgeheven. Als overgangsmaatregel wordt er voorzien dat al de erkende vrijwilligers, die in dienst zijn op het ogenblik waarop het nieuw besluit zal in werking treden, blijven genieten van het huidig stelsel doch met toevoeging van de bijzondere vergoedingen als het kraamgeld, de kinderbijslag, het schoolgeld, de sociale zekerheid, de repatrieringsverzekering. Evenwel kunnen de vrijwilligers, waarvan de duur van de lopende dienstperiode op het ogenblik van hun aanvraag nog langer dan één jaar duurt de integrale toepassing vragen van het nieuw besluit.

Voor de uitzendorganisaties worden er eveneens overgangsmaatregelen voorzien. Hun bestaande erkenning blijft behouden indien zij beantwoorden aan de nieuwe voorwaarden van het besluit in ontwerp.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer trouwe dienaar,

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. GEENS

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 oktober 1990 door de Minister van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van NGO-coöperant », heeft op 16 januari 1991 het volgend advies gegeven

Volgens de aanhef vormt zowel artikel 29 van de Grondwet als artikel 2, § 1, van de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten de rechtsgrond voor het ontwerp van koninklijk besluit.

Cependant, le projet tend à revoir fondamentalement les conditions d'agrément des coopérateurs et des organismes de coopération, son article 18 abrogeant d'ailleurs, l'arrêté royal du 24 septembre 1964 relatif aux personnes agréées en qualité de volontaire de la coopération avec les pays en voie de développement.

Il est manifeste que l'intention de l'auteur du projet est de créer une sorte de statut générateur de droits subjectifs dont pourront se prévaloir tous ceux qui réunissent les conditions fixées par le futur règlement.

Un arrêté qui ne se borne pas à organiser l'octroi de subventions dans les limites des crédits budgétaires mais qui fixe des conditions d'agrément et confère des droits subjectifs à l'obtention de subventions au profit de personnes qui remplissent ces conditions, ne peut trouver un fondement suffisant dans l'article 29 de la Constitution.

Il reste donc à vérifier si l'arrêté en projet peut trouver sa justification légale dans l'article 2, § 1er, de la loi du 10 août 1981.

Cette disposition n'habilite nullement le Roi aux fins de définir les conditions d'agrément des coopérateurs (comme le fait l'article 3 du projet d'arrêté), pas plus qu'elle ne lui permet de reconnaître des « fédérations » (article 5) et des « organisations d'envoi » (article 7), de créer une « Commission de concertation des coopérations ONG » (article 6) ou de définir la formation qui devrait être suivie par les coopérateurs (article 8).

L'article 2, § 1er, de la loi détermine les différentes formes — directe ou indirecte — que peut prendre l'intervention du Fonds de la coopération au développement (1). Le paragraphe désigne le bénéficiaire des interventions indirectes : soit l'Etat étranger, soit une entreprise publique ou d'économie mixte de cet Etat, soit une institution dont les engagements sont garantis par cet Etat, soit encore une banque de développement nationale ou régionale. Le paragraphe 3 définit cinq modes d'intervention financière. Enfin, le paragraphe 4, qui seul contient une habilitation faite au Roi, précise : « Le Roi détermine par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres les règles d'octroi de prêts, de bonifications d'intérêts, de garanties et de prise de participations ».

On le voit, il n'est nullement question de définir des conditions d'agrément. Seul le paragraphe 1er de l'article 2 évoque, comme forme d'intervention « l'octroi de subsides à des organisations non gouvernementales belges », mais l'arrêté en projet dépasse très largement le cadre ainsi précisé, en ne se limitant pas à déterminer les conditions d'octroi de subventions à de telles organisations.

Par conséquent, l'arrêté en projet manque de fondement légal.

La Chambre était composée de :

MM. :

P. Tapie, président;
R. Andersen; M. Leroy, conseillers d'Etat;
F. Rigaux; J. De Gavre, assesseurs de la section de législation;
Mme R. Deroy, greffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.P. Tapie.

Le rapport a été présenté par M. Y. Boucquoy, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par M. J.-F. Neuray, référendaire adjoint.

Le greffier,

R. Deroy.

Le président,

P. Tapie.

12 MARS 1991. — Arrêté royal relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subsidiarité de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérateurs O.N.G.

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, telle que modifiée à ce jour;

Met het ontwerp wordt er evenwel naar gestreefd de voorwaarden voor de erkenning van de ontwikkelingswerkers en de instellingen die aan ontwikkelingswerk doen grondig te herzien. Het koninklijk besluit van 24 september 1964 betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van vrijwilliger voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden wordt overigens door artikel 18 van het ontwerp opgeheven.

De bedoeling van de steller van het ontwerp bestaat er kennelijk in een soort statuut in het leven te roepen dat subjectieve rechten doet ontstaan. Hierop zouden zij die de in het toekomstige reglement te stellen voorwaarden vervullen zich kunnen beroepen.

Een besluit dat niet alleen de toekenning van subsidies binnen de perken van de begrotingskredieten regelt maar ook de erkenningsvoorwaarden vaststelt en subjectieve rechten op subsidie verleent aan personen die deze voorwaarden vervullen, kan geen voldoende rechtsgrond vinden in artikel 29 van de Grondwet.

Er moet bijgevolg alleen nog worden nagegaan of artikel 2, § 1, van de wet van 10 augustus 1981 een rechtsgrond kan opleveren voor het ontworpen besluit.

Die bepaling verleent de Koning geenszins bevoegdheid om de voorwaarden voor de erkenning van de ontwikkelingswerkers vast te stellen (zoals in artikel 3 van het ontwerp-besluit) en staat hem evenmin toe « federaties » (artikel 5) en uitzendorganisaties (artikel 7) te erkennen, een « NGO-coöperant Overlegcommissie » (artikel 6) op te richten en de door de ontwikkelingswerkers te volgen opleiding (artikel 8) vast te stellen.

Artikel 2, § 1, van de wet bepaalt de diverse vormen — rechtstreeks of onrechtstreeks — die de bijdrage van het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking kan aannemen (1). Paragraaf 2 bepaalt aan wie de onrechtstreekse bijdrage ten goede komt : ofwel de vreemde Staat, ofwel de openbare onderneming of onderneming met gemengd beheer van die Staat, ofwel een instelling waarvan de verbintenissen door die Staat gewaarborgd zijn, ofwel een nationale of regionale ontwikkelingsbank. Paragraaf 3 omschrijft de vijf wijzen waarop de financiële bijdrage wordt verleend. Ten slotte wordt in paragraaf 4 gepreciseerd dat « de Koning... bij een in Ministerraad overlegd besluit de toekenningregelen (bepaalt) van de leningen, van de rentevergoedingen, van de waarborgen en van het nemen van participaties ». Dit is de enige bepaling waarin aan de Koning bevoegdheid wordt verleend.

Zoals men kan merken is er geenszins sprake van erkenningsvoorwaarden vast te stellen. Alleen in paragraaf 1 van artikel 2 wordt « het verlenen van subsidies aan Belgische niet-gouvernementele organisaties » als vorm van bijdrage aan de orde gesteld. Het ontworpen besluit gaat echter het aldus afgebakende bestek ruimschoots te buiten doordat het er zich niet toe beperkt de voorwaarden voor de toekenning van subsidies aan zulke organisaties vast te stellen.

Er is bijgevolg geen rechtsgrond voor het ontworpen besluit.

De Kamer was samengesteld uit :

De heren :

P. Tapie, voorzitter;
R. Andersen; M. Leroy, staatsraden;
F. Rigaux; J. De Gavre, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. R. Deroy, griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. Tapie.

Het verslag werd uitgebracht door de heer Y. Boucquoy, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door de heer J.-F. Neuray, adjunct-referendaris.

De griffier,

R. Deroy.

De voorzitter,

P. Tapie.

12 MAART 1991. — Koninklijk besluit betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisatie en van federaties inzake het uitzenden van N.G.O.-coöperanten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, zoals gewijzigd tot op heden;

(1) Document Sénat 581 (1980-1981), n° 2, p. 5.

(1) Gedrukt Stuk Senaat 581 (1980-1981), nr. 2, bl. 5.

Vu la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers, notamment l'article 2, § 1er;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 octobre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Coopération au développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1er. Dans le présent arrêté, on entend par :

1° « Le Ministre » : le Ministre qui a la Coopération au Développement dans ses attributions.

2° « A.G.C.D. » : l'Administration Générale de la Coopération au Développement.

3° « l'Organisation d'envoi » : l'organisation non gouvernementale (O.N.G.) agréée par le Ministre pour l'envoi des coopérants O.N.G.

4° « fédération » : l'association d'organisations envoi agréée par Nous conformément à l'article 7, § 1 du présent arrêté.

5° « Coopérant O.N.G. » : le coopérant agréé par le Ministre conformément aux articles 2 et 3 du présent arrêté.

6° « Commission de Concertation des coopérants O.N.G. (C.C.O.) » : la commission créée par l'article 8 du présent arrêté.

7° « Les pays en voie de développement » : les pays considérés comme tels par le Comité d'Aide au Développement de l'O.C.D.E.

CHAPITRE II. — L'agrément

Art. 2. Pour être agréé le candidat coopérant O.N.G. doit répondre aux conditions suivantes :

1° être de nationalité belge, ou être ressortissant d'un autre pays de la Communauté européenne ou être réfugié politique reconnu;

2° avoir atteint l'âge de 21 ans;

3° être de bonne conduite et moeurs;

4° être apte physiquement;

5° être mis au travail dans un projet ou programme agréé conformément à l'article 6. Le contrat d'emploi doit être conclu pour une durée minimum d'un an;

6° présenter une convention, ci-après dénommée convention d'envoi, avec une organisation d'envoi réglant les modalités d'encadrement avant, pendant et après l'envoi;

7° avoir suivi la formation dans les conditions définies à l'article 9.

Pour être agréé comme coopérant O.N.G. le candidat doit en outre s'engager à :

1° ne développer aucune activité commerciale en dehors du cadre des activités du projet ou du programme, ne pas militer dans un parti politique local, ni participer à un conflit armé dans le pays en voie de développement;

2° fournir à la demande du Ministre, de la fédération ou de l'organisation d'envoi, un rapport sur l'exécution de sa tâche.

Art. 3. § 1. Le Ministre peut, dans les limites du budget, sur proposition d'une organisation d'envoi et après avis d'une fédération, agréer comme coopérants O.N.G., les personnes qui ont la volonté et qui possèdent les qualifications requises pour, dans les pays en voie de développement :

a) collaborer à des programmes et des projets tels que visés à l'article 6;

b) favoriser le développement social, économique et culturel et la promotion des groupes de population pauvres.

§ 2. Si le coopérant O.N.G. ne remplit plus une des conditions énumérées à l'article 2, alinéa 1er, ou ne respecte pas l'article 2, alinéa 2 ou commet une faute grave l'agrément est retiré par le Ministre.

§ 3. Le Ministre peut retirer l'agrément des coopérants O.N.G. dans le cas où les relations entre le pays d'affectation et la Belgique ne permettent plus la poursuite des projets ou programmes en cours, ou quand ceux-ci sont rendus irréalisables par une situation de fait, y compris un acte unilatéral des autorités de ce pays, ou suite aux obligations internationales de la Belgique. Dans ce cas, le Ministre prend les mesures nécessaires pour sauvegarder les droits des coopérants O.N.G. concernés.

Gelet op de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, in het bijzonder artikel 2, § 1;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 19 oktober 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Definities

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° « De Minister » : de Minister die de Ontwikkelingssamenwerking in zijn bevoegdheid heeft.

2° « A.B.O.S. » : het Algemeen Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking.

3° « De uitzendorganisatie » : de niet-gouvernementele organisatie (N.G.O.) erkend door de Minister om N.G.O.-coopéranten uit te zenden.

4° « federatie » : de vereniging van uitzendorganisaties door Ons erkend overeenkomstig artikel 7, § 1 van dit besluit.

5° « N.G.O.-coopérant » : de ontwikkelingshelfer erkend door de Minister overeenkomstig artikels 2 en 3 van dit besluit.

6° « Overlegcommissie voor N.G.O.-coopéranten (O.C.N.) » : de commissie die wordt opgericht door artikel 8 van dit besluit.

7° « De ontwikkelingslanden » : landen die als dusdanig beschouwd worden door het Comité van Ontwikkelingshulp van de O.E.S.O.

HOOFDSTUK II. — De erkenning

Art. 2. Om erkend te worden moet de kandidaat N.G.O.-coopérant beantwoorden aan volgende voorwaarden :

1° van Belgische nationaliteit zijn, of onderdaan van een andere lid-Staat van de Europese Gemeenschap, of een erkend politiek vluchteling;

2° de leeftijd van 21 jaar hebben bereikt;

3° van goed gedrag en zeden zijn;

4° lichamelijk geschikt zijn;

5° tewerkgesteld worden in een overeenkomstig artikel 6 erkend project of programma. De arbeidsovereenkomst moet voor een duur van minimum één jaar worden afgesloten;

6° een overeenkomst voorleggen, hierna uitzendovereenkomst genoemd, met een uitzendorganisatie die de begeleidingsmodaliteiten voor, tijdens en na de uitzending regelt;

7° de vorming hebben gevolgd, onder de voorwaarden bepaald in artikel 9.

Om erkend te worden als N.G.O.-coopérant moet de kandidaat zich tevens verbinden om :

1° geen enkele commerciële activiteit te ontplooiën buiten het kader van de activiteiten van het project of het programma, noch te militeren in een plaatselijke politieke partij, of deel te nemen aan een gewapend conflict in het ontwikkelingsland;

2° op vraag van de Minister, van een federatie of van de uitzendorganisatie, verslag uit te brengen over de uitvoering van zijn taak.

Art. 3. § 1. De Minister kan, binnen de grenzen van de begroting, op voorstel van een uitzendorganisatie en na advies van een federatie, als N.G.O.-coopéranten erkennen de personen die de bereidheid en de voor de uitvoering van de taak vereiste kwalificatie bezitten om in de ontwikkelingslanden :

a) mee te werken in programma's en projecten zoals bedoeld in artikel 6;

b) de sociale, economische en culturele ontwikkeling en de promotie van de arme bevolkingsgroepen te bevorderen.

§ 2. Indien de N.G.O.-coopérant niet langer voldoet aan één van de voorwaarden opgesomd in artikel 2, eerste lid, of als hij artikel 2, 2e lid, niet eerbiedigt, of een ernstige fout begaat wordt de erkenning door de Minister ingetrokken.

§ 3. De Minister kan de erkenning van de N.G.O.-coopéranten intrekken in het geval de relaties tussen het land van aanstelling en België de voortzetting van de lopende projecten en programma's niet meer toelaten, of wanneer zij door een feitelijke situatie, inbegrepen een eenzijdige daad van de autoriteiten van het land, onuitvoerbaar zijn geworden, of ten gevolge van internationale verplichtingen van België. In dit geval neemt de Minister de noodzakelijke maatregelen om de rechten van de betrokken N.G.O.-coopéranten te vrijwaren.

Art. 4. Le coopérant O.N.G. est agréé pour une durée égale à celle du contrat d'emploi. La durée de cet agrément ne peut pas dépasser les trois ans et prend fin lorsque le coopérant O.N.G. atteint l'âge de 65 ans.

Afin d'obtenir une prolongation de son agrément, le coopérant O.N.G. doit présenter les documents suivants :

- 1° un contrat d'emploi pour une nouvelle période;
- 2° une convention d'envoi pour une période égale à celle du contrat d'emploi;
- 3° un rapport d'activités pour la période précédente;
- 4° une attestation médicale prouvant son aptitude physique.

Aucune prolongation ne peut excéder la durée maximale définie à l'alinéa 1er du présent article.

Art. 5. Le Ministre peut agréer une O.N.G. pour l'envoi de coopérants O.N.G. à sa demande après avis de la fédération.

Pour être agréée l'O.N.G. doit, à la date de sa demande, satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant à personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 2° avoir la coopération au développement comme objet social principal avec entre autres la sélection, la formation et l'encadrement des coopérants O.N.G.;
- 3° avoir un conseil d'administration dont la majorité des membres a la nationalité d'un Etat membre des Communautés européennes et dont aucun n'est fonctionnaire de l'A.G.C.D. ni collaborateur au Cabinet du Ministre;
- 4° être exempte de toute confusion d'intérêts avec des entreprises financières, commerciales ou industrielles;
- 5° disposer d'un secrétariat accessible en permanence aux coopérants O.N.G.;
- 6° disposer de personnel compétent dans le domaine de la sélection, du recrutement et de l'encadrement des coopérants O.N.G.;
- 7° garantir aux coopérants O.N.G. envoyés des conditions de vie morales et matérielles et des conditions de travail conformément à la convention d'envoi visée à l'article 2, alinéa 1er, 6°;
- 8° avoir au moins une expérience de trois années en matière d'assistance technique dans le secteur non gouvernemental.

Le Ministre peut sanctionner une organisation d'envoi, après avis de la fédération, par le refus temporaire d'agréer des coopérants O.N.G. lorsque l'organisation d'envoi concernée ne remplit pas ses obligations envers les coopérants O.N.G. envoyés ou se trouve en défaut vis-à-vis du partenaire local.

L'agrément d'une organisation d'envoi est retiré par le Ministre lorsque celle-ci :

- 1° n'a plus de coopérants O.N.G. agréés sous contrat pendant trois années consécutives; ou
- 2° manque aux conditions énumérées à l'alinéa 2, ou, nonobstant les sanctions prises, manque au devoirs énumérés à l'alinéa 3.

Les organisations d'envoi agréées présentent avant la fin de février un rapport annuel de l'année précédente au Ministre. Ce rapport annuel contient un rapport d'activités et un rapport financier contrôlé par un réviseur d'entreprise. Avant le 1er octobre elles introduisent un programme pour l'exercice suivant.

Art. 6. Le Ministre peut, après avis de la fédération, agréer des projets et des programmes dans lesquels des coopérants O.N.G. sont engagés. Un projet déjà approuvé pour le cofinancement par le Ministre ou par les Communautés européennes est agréé d'office dans le cadre du présent arrêté.

CHAPITRE III. — Organes de concertation

Art. 7. § 1er. Par arrêté délibéré en conseil des Ministres des fédérations peuvent être agréées par Nous en vue de leur confier les tâches dont question aux articles 2, 3, 5, 6, 8, 10, 16, 19 et 22 du présent arrêté.

§ 2. Pour être agréée une fédération doit satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° être constituée conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant à personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;
- 2° accepter comme membres de droit toutes les O.N.G. agréées par le Ministre dans le cadre de cet arrêté, et qui en font la demande;
- 3° accorder le droit de vote aux membres qui ont payé la cotisation, qui ne peut pas dépasser 5 000 francs par an;

Art. 4. De N.G.O.-coopérant wordt erkend voor een duur gelijk aan die van de arbeidsovereenkomst. De duur van deze erkenning kan de drie jaar evenwel niet overschrijden, en eindigt wanneer de N.G.O.-coopérant de leeftijd van 65 jaar bereikt.

Om een verlenging van zijn erkenning te verkrijgen moet een N.G.O.-coopérant volgende documenten voorleggen :

- 1° een arbeidsovereenkomst voor een nieuwe periode;
- 2° een uitzendovereenkomst voor dezelfde periode als de arbeidsovereenkomst;
- 3° een werkverslag van de voorgaande periode;
- 4° een medisch attest over zijn lichamelijke geschiktheid.

Geen verlenging kan de maximumduur bepaald bij het eerste lid van dit artikel overschrijden.

Art. 5. De Minister kan een N.G.O. op haar aanvraag, en na advies van de federatie, erkennen voor het uitzenden van N.G.O.-coopéranten.

Om erkend te worden moet een N.G.O., op datum van haar aanvraag, aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;
- 2° de ontwikkelingssamenwerking als belangrijkste maatschappelijk doel hebben, met onder meer het selecteren, vormen en omkaderen van N.G.O.-coopéranten;
- 3° een beheerraad hebben waarvan het merendeel van de leden de nationaliteit van een lid-Staat van de Europese Gemeenschappen heeft en waarvan geen enkel lid ambtenaar van het A.B.O.S. of kabinetsmedewerker van de Minister is;
- 4° vrij zijn van belangenvermenging met financiële, commerciële of industriële ondernemingen;
- 5° over een secretariaat beschikken, permanent toegankelijk voor de N.G.O.-coopéranten;
- 6° over bevoegd personeel beschikken inzake selectie, de aanwerving en het begeleiden van N.G.O.-coopéranten;
- 7° de uitgezonden N.G.O.-coopérant morele en materiële levensomstandigheden en werkomstandigheden waarborgen overeenkomstig de uitzendovereenkomst bedoeld in artikel 2, eerste lid, 6°;
- 8° ten minste drie jaar ervaring hebben met technische samenwerking in de niet-gouvernementele sector.

De Minister kan na advies van de federatie een uitzendorganisatie sanctioneren met de tijdelijke weigering om N.G.O.-coopéranten te erkennen, wanneer de betrokken uitzendorganisatie haar verplichtingen t.a.v. de uitgezonden N.G.O.-coopérant niet nakomt of in gebreke is t.a.v. de plaatselijke partner.

De erkenning van een uitzendorganisatie wordt door de Minister ingetrokken wanneer zij :

- 1° gedurende drie opeenvolgende jaren geen erkende N.G.O.-coopéranten meer onder verbintenis heeft; of
- 2° in gebreke is t.a.v. de in het tweede lid opgesomde voorwaarden of, niettegenstaande de opgelegde sancties, in gebreke is ten opzichte van de in het derde lid opgesomde plichten.

De erkende uitzendorganisaties leggen vóór einde februari een jaarverslag van het voorgaande jaar voor aan de Minister. Dit jaarverslag bevat een activiteitenverslag en een financieel verslag, gecontroleerd door een bedrijfsrevisor. Vóór 1 oktober dienen zij een programma voor het komende werkjaar in.

Art. 6. De Minister kan, na advies van een federatie, projecten en programma's erkennen waarin N.G.O.-coopéranten worden ingezet. Een project dat reeds goedgekeurd is voor medefinanciering door de Minister of door de Europese Gemeenschappen is ambtshalve erkend in het kader van dit besluit.

HOOFDSTUK III. — Overlegorganen

Art. 7. § 1. Bij in Ministerraad overlegd besluit kunnen federaties door Ons erkend worden met het doel hen de taken toe te vertrouwen waarvan sprake in de artikels 2, 3, 5, 6, 8, 10, 16, 19 en 22 van dit besluit.

§ 2. Om erkend te worden moet een federatie aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° opgericht zijn overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan verenigingen zonder winstoogmerk en aan instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;
- 2° alle door de Minister in het kader van dit besluit erkende N.G.O.'s die een aanvraag doen van rechtswege als lid aanvaarden;
- 3° stemrecht verlenen aan alle leden die het lidgeld betaald hebben dat niet meer dan 5 000 frank per jaar mag bedragen;

4° associer toutes les tendances d'opinion significatives existantes parmi les membres, notamment les tendances idéologiques et philosophiques exprimant une vision en matière de coopération au développement, dans une juste représentation dans les organes d'avis et de gestion;

5° compter une fraction substantielle des O.N.G. mentionnées sous 2° parmi ses membres avec droit de vote.

§ 3. Les fédérations ont droit chaque année au remboursement des salaires et des frais de fonctionnement pour 6 membres de personnel. Les salaires à prendre en considération ne peuvent excéder le traitement d'un agent de l'Etat de niveau égal et de la même ancienneté, avec le barème de secrétaire d'administration comme maximum. Le remboursement des frais de fonctionnement ne peut pas dépasser le montant de 250 000 francs par personne.

Une fédération peut recevoir un subside égal à 50 pourcent au maximum des frais de fonctionnement de représentants de la fédération dans des pays en voie de développement.

§ 4. Chaque année les fédérations présentent au Ministre pour approbation les documents suivants :

1° Avant le 30 avril un rapport annuel de l'année précédente. Ce rapport annuel contient un rapport d'activités et un rapport financier contrôlé par un réviseur d'entreprise. Dans le rapport d'activités une justification est donnée en ce qui concerne la représentativité et le pluralisme de la fédération vis-à-vis des organisations d'envoi.

2° Avant le 1er octobre le programme et le budget pour l'exercice suivant.

§ 5. Le Ministre peut retirer l'agrément d'une fédération lorsque celle-ci ne satisfait plus aux conditions d'agrément prévues dans le § 2 ou reste en défaut dans l'exécution de sa tâche.

Art. 8. § 1er. Dans le cadre de la concertation entre les pouvoirs publics et les O.N.G. il est créé une Commission de Concertation des coopérants O.N.G. (en abrégé C.C.O.). Celle-ci se compose de 18 membres dont 6 représentants des fédérations, 6 représentants de l'A.G.C.D. et 6 experts indépendants, chaque catégorie comprenant 3 membres d'expression française et 3 membres d'expression néerlandaise.

Le Ministre nomme parmi les membres un président et un vice-président d'un régime linguistique différent pour une période de trois ans.

§ 2. Les experts indépendants sont nommés par le Ministre pour une période de trois ans. Au moins la moitié des experts est choisie sur base d'une liste d'au moins six candidats présentés par les fédérations.

Un expert n'est pas considéré comme indépendant s'il est lié par un contrat de travail à une organisation d'envoi ou à une fédération ou s'il est membre du conseil d'administration ou de l'assemblée générale d'une de ces organisations.

§ 3. La C.C.O. siège valablement si les deux tiers des membres sont présents, ainsi que la moitié des membres de chacune des trois délégations : O.N.G., A.G.C.D. et experts.

§ 4. Le secrétariat de la C.C.O. est assuré par le service compétent de l'A.G.C.D.

§ 5. La C.C.O. donne des avis au Ministre relatifs aux modalités d'exécution et à l'application du présent arrêté. Les avis de la C.C.O. ne lient pas le Ministre.

§ 6. La C.C.O. rend des avis de sa propre initiative ou endéans le mois sur demande d'une organisation d'envoi, d'une fédération ou du Ministre.

CHAPITRE IV. — La formation

Art. 9. Le coopérant O.N.G. doit avoir suivi les cycles de formation mentionnés ci-après :

1° un cycle d'orientation axé sur l'approche des questions de développement et des relations entre le Nord et le Sud;

2° un cours de préparation directe, pour les coopérant O.N.G. ayant conclu une convention d'envoi, qui prévoit dans son programme entre autres le travail avec des partenaires locaux, le problème de l'acculturation, le savoir faire social dans l'accompagnement des processus de changement, les aspects méthodologiques et psychologiques, les techniques d'évaluation, les coutumes de la vie dans les pays en voie de développement, les contraintes administratives, et l'hygiène tropicale.

Sur demande soit de l'organisation d'envoi soit de l'O.N.G. qui finance le projet ou programme une formation spécifique peut être imposée au coopérant O.N.G. axée sur les tâches à exécuter, sur les connaissances techniques, sur la langue, ou sur la spécificité de la région.

4° alle relevante opinetendenzen onder de leden, onder meer de ideologische en filosofische tendenzen die een visie inzake ontwikkelingssamenwerking uitdrukken, volgens een billijke vertegenwoordiging betrekken bij de advies- en beheersorganen;

5° een wezenlijk deel van de in 2° vermelde N.G.O.'s als stemgerechtigde leden tellen.

§ 3. De federaties hebben elk jaar recht op terugbetaling van de loonkosten en werkingskosten van 6 personeelsleden. De in aanmerking komende loonkosten mogen niet hoger zijn dan de wedde van een ambtenaar van hetzelfde niveau met dezelfde ancienniteit, met het barema van bestuurssecretaris als maximum. De terugbetaling van de werkingskosten kan het bedrag van 250 000 frank per persoon niet overstijgen.

Een federatie kan een subsidie ontvangen ten belope van maximum 50 procent van de werkingskosten van de federatie-vertegenwoordigers in ontwikkelingslanden.

§ 4. Elk jaar leggen de federaties aan de Minister de volgerade documenten ter goedkeuring voor :

1° Vóór 30 april een jaarverslag van het voorgaande jaar. Dit jaarverslag bevat een activiteitenverslag en een financieel verslag dat gecontroleerd is door een bedrijfsrevisor. In het activiteitenverslag wordt een verantwoording gegeven met betrekking tot de representativiteit en het pluralisme van de federatie tegenover de uitzendorganisaties.

2° Vóór 1 oktober het programma en begroting voor het komende werkjaar.

§ 5. De Minister kan de erkenning van een federatie intrekken wanneer zij niet meer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet die voorzien zijn in § 2 of in gebreke blijft bij de uitvoering van haar taak.

Art. 8. § 1. In het kader van het overleg tussen overheid en uitzendorganisaties wordt een Overlegcommissie voor N.G.O.-coöperanten (afgekort O.C.N.) opgericht. De O.C.N. bestaat uit 18 leden waarvan 6 leden aangeduid door de federaties, 6 vertegenwoordigers van het A.B.O.S., en 6 onafhankelijke experts, met in elke categorie 3 nederlandsstalige en 3 franstalige leden.

De Minister benoemt onder de leden een voorzitter en een ondervoorzitter van een verschillend taalstelsel voor een periode van drie jaar.

§ 2. De onafhankelijke experts worden door de Minister benoemd voor een periode van drie jaar. Ten minste de helft van de experts wordt gekozen uit een lijst van minstens zes kandidaten voorgesteld door de federaties.

Een expert wordt niet als onafhankelijk beschouwd als hij gebonden is door een arbeidscontract aan een uitzendorganisatie of een federatie of als hij lid is van de raad van bestuur of van de algemene vergadering van één van onze organisaties.

§ 3. De O.C.N. zetelt geldig wanneer twee derden van de leden aanwezig zijn, en minimum de helft van de leden van elk van de drie delegaties : N.G.O.'s, A.B.O.S. en experts.

§ 4. Het secretariaat van de O.C.N. berust bij de bevoegde dienst van het A.B.O.S.

§ 5. De O.C.N. geeft adviezen aan de Minister met betrekking tot de uitvoeringsmodaliteiten en de toepassing van dit besluit. De adviezen van de O.C.N. zijn niet bindend voor de Minister.

§ 6. De O.C.N. verleent advies op eigen initiatief of binnen de maand op vraag van een uitzendorganisatie, een federatie of de Minister.

HOOFDSTUK IV. — De vorming

Art. 9. De N.G.O.-coöperant dient de hiernavermelde vorming te hebben gevolgd :

1° een oriëntatiecyclus, waarin de kennismaking met het ontwikkelingsvraagstuk en de verhoudingen tussen Noord en Zuid centraal staan;

2° een directe voorbereidingscursus, voor N.G.O.-coöperanten die een uitzendovereenkomst hebben afgesloten, waarin onder meer het werken met plaatselijke partners, het acculturatieprobleem, de sociale vaardigheden bij het begeleiden van veranderingsprocessen, methodologische en psychologische aspecten, evaluatietechnieken, leefgewoontes in ontwikkelingslanden, administratieve verplichtingen en tropische hygiëne op het programma staan.

Op aanvraag van hetzij de uitzendorganisatie hetzij de N.G.O. die het project of programma financiert kan aan de N.G.O.-coöperant een specifieke vorming opgelegd worden gericht op de uit te voeren taak, de vakkennis, de taal of de eigenheid van de regio.

Chaque coopérant peut bénéficier une seule fois d'une formation complémentaire axée sur les activités dans le pays en voie de développement. Celle-ci se situera entre deux périodes de service, après au moins deux périodes de service d'une durée totale d'au moins quatre ans et après prolongation de l'agrément.

Art. 10. Le Ministre organise la formation en concertation avec les fédérations, sauf celle mentionnée à l'article 9, alinéa 1er, 1°. Les frais de la formation, sauf celle mentionnée à l'article 9, alinéa 1er, 1°, sont à charge du budget prévu pour les coopérants O.N.G.

En concertation avec les fédérations le Ministre fixe les programmes et les institutions de formation subsidiables et décide des exemptions individuelles pour une partie ou pour l'ensemble de la formation dont question à l'article 9, alinéa 1er.

En ce qui concerne les formations visées à l'article 9, alinéa 1er, 2°, et alinéa 2, dont la durée minimum est de trois semaines et la durée maximum est de trois mois, l'intervention du Trésor ne dépassera pas 70 000 francs en moyenne par coopérant O.N.G. et par année budgétaire. En ce qui concerne la formation complémentaire visée à l'article 9, alinéa 3, l'intervention du Trésor ne dépassera pas 50 000 francs en moyenne par coopérant O.N.G. et par année budgétaire.

Le coopérant O.N.G. agréé bénéficie pendant la période de formation, après conclusion d'une convention d'envoi dans le sens de l'article 2, 6°, du remboursement à charge du budget des avantages de la sécurité sociale, et il reçoit également l'allocation mensuelle à laquelle le coopérant O.N.G. aurait droit en vertu de l'article 11 s'il était en activité de service. Ces avantages ne peuvent être cumulés avec un revenu tel qu'un salaire, un traitement ou un revenu de remplacement.

CHAPITRE V. — Interventions du Trésor à l'égard du coopérant O.N.G.

Art. 11. 1° Le coopérant O.N.G. bénéficie pendant la durée de son agrément, d'une allocation constituée d'un montant de base majoré le cas échéant d'une allocation de ménage et d'une allocation d'expérience.

2° Le montant mensuel de base de l'allocation est fixé à 16 000 francs.

3° L'allocation de ménage est égale au montant mensuel de base multiplié par le coefficient 0,4 et est accordée au coopérant O.N.G. dont le cohabitant ne bénéficie d'aucun revenu professionnel, et au coopérant O.N.G. célibataire non cohabitant avec enfants à charge.

4° L'allocation d'expérience est égale au montant mensuel de base multiplié par un coefficient qui est fixé comme suit :

0,4 : pour une expérience au moins égale à deux ans et inférieure à trois ans;

0,55 : pour une expérience au moins égale à trois ans et inférieure à quatre ans;

0,7 : pour une expérience au moins égale à quatre ans et inférieure à six ans;

0,9 : pour une expérience au moins égale à six ans et inférieure à huit ans;

1,1 : pour une expérience au moins égale à huit ans et inférieure à dix ans;

1,3 : pour une expérience supérieure à dix ans.

5° L'expérience est intégralement prise en considération lorsqu'elle a été acquise dans une profession ou un emploi dans un pays en voie de développement postérieurement aux études. L'expérience professionnelle acquise en dehors des pays en voie de développement est prise en considération pour la moitié de sa durée réelle en vue du calcul du coefficient d'expérience.

6° La révision de l'allocation de ménage est appliquée à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'intervention de la modification.

7° La révision de l'allocation d'expérience est appliquée à partir du premier janvier qui suit la date à laquelle les conditions de révision ont été remplies.

8° Lorsque dans un ménage un cohabitant bénéficie d'un agrément à temps plein le partenaire peut bénéficier d'un agrément à mi-temps. En cas de prestation à mi-temps le montant mensuel de base visé au 2° est diminué de trente pourcent.

Art. 12. 1° Pendant la durée de l'agrément, les coopérants O.N.G. ont droit à une prime de naissance d'un montant égal, aux mêmes conditions et dans les mêmes limites que les agents de l'Etat en Belgique.

2° Pendant la durée de l'agrément, les coopérants O.N.G. ont droit aux allocations familiales mensuelles d'un même montant que les agents de l'Etat en Belgique.

Elke N.G.O.-coopérant kan eenmaal genieten van een aanvullende vorming gericht op de activiteiten in de ontwikkelingslanden. Deze zal plaats hebben tussen twee dienstperiodes in, na ten minste twee dienstperiodes van in totaal ten minste vier jaar, en na verlening van de erkenning.

Art. 10. De Minister organiseert in overleg met de federaties de vorming, behalve die vermeld in artikel 9, eerste lid, 1°. De kosten voor de vorming, behalve voor deze vermeld in artikel 9, eerste lid, 1°, zijn ten laste van de begroting voorzien voor N.G.O.-coopéranten.

In overleg met de federaties stelt de Minister de betoelaagbare vormingsprogramma's en -instellingen vast en beslist over individuele vrijstelling voor een deel of het geheel van de vorming waarvan sprake in artikel 9, eerste lid.

Voor de in artikel 9, eerste lid, 2°, en tweede lid bedoelde vormingen, waarvan de minimumduur drie weken is en de maximumduur drie maanden, zal de tussenkomst van de schatkist 70 000 frank gemiddeld per N.G.O.-coopérant en per begrotingsjaar niet overstijgen. Voor de aanvullende vorming bedoeld in artikel 9, derde lid, zal de tussenkomst door de Schatkist 50 000 frank gemiddeld per N.G.O.-coopérant en per begrotingsjaar niet overstijgen.

De erkende N.G.O.-coopérant geniet tijdens de vormingsperiode, na afsluiten van een uitzendovereenkomst in de zin van artikel 2, 6°, tevens van de terugbetaling ten laste van de Schatkist van de voordelen van de sociale zekerheid, en hij ontvangt eveneens een bedrag gelijk aan de maandelijkse premie waarop de N.G.O.-coopérant recht zou hebben overeenkomstig artikel 11 als hij in actieve dienst zou zijn. Deze voordelen kunnen niet gecumuleerd worden met een inkomen zoals een loon, een wedde of een vervangingsinkomen.

HOOFDSTUK V. — Tussenkomsten van de Schatkist ten overstaan van de N.G.O.-coopérant

Art. 11. 1° De N.G.O.-coopérant geniet tijdens de duur van zijn erkenning van een toelage bestaande uit een basisbedrag desgevallend verhoogd met een gezinstoelage en met een ervaringstoelage.

2° Het maandelijks basisbedrag van de toelage is vastgesteld op 16 000 frank.

3° De gezinstoelage is gelijk aan het maandelijks basisbedrag vermenigvuldigd met de coëfficiënt 0,4 en wordt toegekend aan de N.G.O.-coopérant waarvan de samenwonende geen beroepsinkomen geniet, en aan een alleenstaande N.G.O.-coopérant met kinderen ten laste.

4° De ervaringstoelage is gelijk aan het maandelijks basisbedrag vermenigvuldigd met een coëfficiënt die als volgt wordt vastgesteld :

0,4 : voor minstens twee jaar en minder dan drie jaar ervaring;

0,55 : voor minstens drie jaar en minder dan vier jaar ervaring;

0,7 : voor minstens vier jaar en minder dan zes jaar ervaring;

0,9 : voor minstens zes jaar en minder dan acht jaar ervaring;

1,1 : voor minstens acht jaar en minder dan tien jaar ervaring;

1,3 : voor meer dan tien jaar ervaring.

5° De ervaring wordt volledig in aanmerking genomen als zij verworven is in een beroep of een betrekking in een ontwikkelingsland na het beëindigen van de studies. De beroepservaring verworven buiten de ontwikkelingslanden wordt voor de helft van de werkelijke duur in aanmerking genomen met het oog op de berekening van de ervaringscoëfficiënt.

6° De herziening van de gezinstoelage wordt toegepast vanaf de eerste dag van de maand volgend op de ingetreden wijziging.

7° De herziening van de ervaringstoelage wordt toegekend op 1 januari na de datum waarop aan de voorwaarden voor herziening is voldaan.

8° Als in een gezin één samenwonende voltijds erkend is, kan aan de partner een halftijdse erkenning worden toegekend. In geval van een halftijdse prestatie wordt het maandelijks basisbedrag bepaald bij 2° met dertig procent verminderd.

Art. 12. 1° Tijdens de duur van de erkenning hebben de N.G.O.-coopéranten recht op kraamgeld van eenzelfde bedrag, onder dezelfde voorwaarden en binnen dezelfde perken als de rijksambtenaren in België.

2° Tijdens de duur van de erkenning hebben de N.G.O.-coopéranten recht op een maandelijks kinderbijslag voor eenzelfde bedrag als de rijksambtenaren in België.

3° Pendant la durée de l'agrément, les coopérants O.N.G. bénéficient du droit au remboursement des frais de scolarité dans le pays en voie de développement avec un maximum de 60 000 francs par année et par enfant de 6 à 18 ans bénéficiaire des allocations familiales dans le cadre du présent arrêté.

4° Pendant la durée de leur agrément, les coopérants O.N.G. bénéficient du régime de sécurité sociale prévu par la loi du 17 juillet 1963, comme modifiée à ce jour, relative à la sécurité sociale d'outre-mer. Les cotisations se rapportant aux articles 14 et 15 de la loi précitée du 17 juillet 1963 sont fixées à 3 000 francs par mois et par coopérant O.N.G. à temps plein et à 2 100 francs par coopérant O.N.G. à temps à mi-temps. Les modalités de cette affiliation sont fixées par des conventions conclues entre le Ministre et l'Office de Sécurité Sociale d'Outre Mer.

5° Les coopérants O.N.G. agréés et les membres de leur famille bénéficient pendant la durée de leur agrément d'une assurance pour soins de santé conclue auprès de l'Office de Sécurité Sociale d'Outre Mer.

6° Les coopérants O.N.G. agréés sont assurés pendant la durée de leur agrément contre les dommages résultant d'accidents de travail ou d'accidents de la vie privée selon les conditions fixées par les conventions avec l'Office de Sécurité Sociale d'Outre Mer.

7° Les coopérants O.N.G. agréés bénéficient pendant la durée de leur séjour outre-mer, pour eux-mêmes et pour les membres de leur famille, d'une assurance de rapatriement en cas de maladie et d'accident.

Art. 13. Les coopérants O.N.G. bénéficient de plus à charge du Trésor des interventions suivantes :

1° pour eux-mêmes et les membres de leur famille et par période de service, d'un ordre de route pour couvrir les frais de voyage en classe économique leur permettant de se rendre de l'aéroport national de Zaventem à l'aéroport le plus proche du lieu de désignation, et d'un voyage de retour après une période de service de deux ans;

2° d'un réquisitoire pour frais de bagages supplémentaires par mer à combiner le cas échéant avec le transport fluvial, ferroviaire ou routier à concurrence de 100 kg par adulte et de 50 kg par enfant bénéficiaire des allocations familiales dans le cadre du présent arrêté, par période de service de deux ans pour l'aller et le retour;

3° d'une prime d'équipement par famille lors de la première affectation ou lors d'un changement de pays, d'un montant égal à l'allocation de base prévue à l'article 11 augmenté de cinquante pourcent de cette allocation de base pour le cohabitant et par enfant bénéficiaire des allocations familiales conformément au présent arrêté.

Art. 14. En cas de rapatriement dans leur pays d'origine en raison d'une maladie ou d'un accident les coopérants O.N.G. agréés bénéficient des avantages de l'article 11 et de l'article 12, 1° à 4°, durant une période qui ne peut pas excéder six mois.

Les avantages cessent d'être accordés le jour où ils ne bénéficient plus des allocations de l'assurance maladie — invalidité de l'Office de la Sécurité Sociale d'Outre Mer.

Art. 15. § 1er. A l'expiration de chaque période de service les coopérants O.N.G. agréés bénéficient durant une période transitoire de cinq jours par mois de séjour outre-mer pendant cette période de service :

a) du régime de sécurité sociale tel que défini à l'article 12, 4° à 6°;

b) des allocations prévues à l'article 11;

c) des primes et allocations prévues à l'article 12, 1° et 2°.

Ces avantages ne peuvent pas être cumulés avec un revenu tel qu'un salaire, un traitement ou un revenu de remplacement.

§ 2. Après au moins cinq années d'agrément conformément au présent arrêté les coopérants O.N.G. pourront bénéficier en outre des avantages prévus au § 1er durant une période unique de recyclage de maximum six mois en vue de se préparer à leur réinsertion dans le marché de l'emploi belge.

Ce recyclage fera l'objet d'une demande. Cette demande et le déroulement du recyclage sont soumis aux modalités déterminées par le Ministre.

Art. 16. Après l'accomplissement de sa période de service et après la période transitoire, le coopérant O.N.G. peut, sur présentation d'un programme de l'organisation d'envoi approuvé par une fédération et sur présentation des pièces justificatives a posteriori selon des modalités déterminées par le Ministre, être mis une seule fois à

3° Tijdens de duur van de erkenning genieten de N.G.O.-coöperanten de voordeel van het recht op terugbetaling van het schoolgeld in het ontwikkelingsland tot een maximum van 60 000 frank geïndexeerd per jaar en per kind van 6 tot 18 jaar waarvoor kinderbijslag wordt ontvangen in het kader van dit besluit.

4° Tijdens de duur van hun erkenning genieten de N.G.O.-coöperanten de voordelen inzake sociale zekerheid waarin de wet van 17 juli 1963, zoals gewijzigd op heden, betreffende de overzeese sociale zekerheid voorziet. De bijdragen die betrekking hebben op de artikelen 14 en 15 van de voornoemde wet van 17 juli 1963 worden vastgesteld op 3 000 frank per maand per voltijdse N.G.O.-coöperant en op 2 100 frank per maand per halftijdse N.G.O.-coöperant. De modaliteiten van deze aansluiting worden door overeenkomsten tussen de Minister en de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid vastgelegd.

5° De erkende N.G.O.-coöperanten en hun gezinsleden genieten tijdens de duur van hun erkenning van een verzekering voor geneeskundige verzorging afgesloten bij de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid.

6° De erkende N.G.O.-coöperanten worden tijdens de duur van hun erkenning verzekerd tegen de schade voortvloeiend uit arbeidsongevallen en ongevallen van het privé-leven volgens de voorwaarden vastgesteld in de overeenkomsten met de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid.

7° De erkende N.G.O.-coöperanten en hun gezinsleden genieten tijdens de duur van hun verblijf overzee van een repatrieringsverzekering in geval van ziekte en ongeval.

Art. 13. De N.G.O.-coöperanten genieten bovendien van volgende tussenkomsten ten laste van de Schatkist :

1° voor henzelf en de leden van hun gezin en per dienstperiode, van een reisorder ter dekking van de reiskosten in economische klasse om zich van de Nationale luchthaven van Zaventem te begeven naar de luchthaven die het dichtst bij de plaats van aanwijzing ligt, en van een terugreis na een dienstperiode van twee jaar;

2° van een reisvoordering van supplementaire bagagekosten over zee, eventueel gecombineerd met vervoer over waterwegen, per spoor of over de weg, ten belope van 100 kg per volwassene en 50 kg per kind waarvoor kinderbijslag wordt ontvangen in het kader van dit besluit, per dienstperiode van twee jaar voor de heen- en terugreis;

3° van een uitrustingsvergoeding per gezin bij de eerste aanstelling of bij verandering van land van een bedrag gelijk aan de maandelijks basisvergoeding voorzien bij artikel 11 verhoogd met vijftig procent van deze basisvergoeding voor de samenwonende en per kind waarvoor kinderbijslag wordt ontvangen overeenkomstig dit besluit.

Art. 14. In geval van repatriëring naar hun land van herkomst omwille van een ziekte of ongeval, genieten de erkende N.G.O.-coöperanten van de voordelen van artikel 11 en artikel 12, 1° tot 4°, gedurende een periode die zes maand niet mag overschrijden.

Deze voordelen worden niet meer verleend vanaf de dag waarop zij niet meer genieten van de uitkeringen van ziekte- en invaliditeitsverzekering van de Dienst voor de Overzeese Sociale Zekerheid.

Art. 15. § 1. Bij het verstrijken van elke dienstperiode genieten de erkende N.G.O.-coöperanten gedurende een overgangperiode van vijf dagen per maand erkenning die tijdens deze dienstperiode overzee werd doorgebracht :

a) van het stelsel van de overzeese sociale zekerheid, zoals bepaald bij artikel 12, 4°, tot 6°;

b) van de toelagen bepaald bij artikel 11;

c) van de premies en bijslagen bepaald bij artikel 12, 1° en 2°.

Deze voordelen kunnen niet gecumuleerd worden met een inkomen zoals een loon, een wedde of een vervangingsinkomen.

§ 2. Na ten minste vijf jaar erkenning overeenkomstig dit besluit kunnen de N.G.O.-coöperanten bijkomend genieten van de voordelen voorzien in § 1 gedurende een eenmalige recyclage periode van maximaal zes maand om zich voor te bereiden op hun inschakeling in de Belgische arbeidsmarkt.

Deze recyclage zal het voorwerp uitmaken van een aanvraag. Deze aanvraag en het verloop van deze recyclage zijn onderworpen aan de modaliteiten bepaald door de Minister.

Art. 16. De N.G.O.-coöperant kan, na het verstrijken van zijn dienstperiode en na de overgangperiode, op voorlegging van een programma van de uitzendorganisatie goedgekeurd door een federatie, met bewijsstukken a posteriori volgens modaliteiten door de Minister vastgesteld, één enkele maal ter beschikking gesteld

disposition d'un programme d'éducation au développement en Belgique, pour une période maximum de six mois. Pendant cette période la coopérant O.N.G. bénéficie des avantages énumérés à l'article 11, et à l'article 12, 1^o, 2^o et 4^o à 6^o.

Art. 17. Les sommes dues conformément au présent arrêté sont versées à un compte bancaire ouvert en Belgique au nom du coopérant O.N.G.

CHAPITRE VI. — Indemnités aux organisations d'envoi

Art. 18. § 1er. A titre d'intervention dans les frais relatifs à la sélection et l'encadrement des coopérants O.N.G. supportés par les organisations d'envoi, des subsides sont payés annuellement, sous condition de l'approbation du rapport de l'année précédente. Le versement de ces subsides a lieu avant la fin du mois de mai.

§ 2. 1^o Les organisations d'envoi ont droit chaque année au remboursement des frais de sélection et d'encadrement ci-après par coopérant O.N.G. agréé en service au 15 février :

- a) pour les 40 premiers agréments : maximum 30 000 F;
- b) pour les 41ème et jusqu'au 100ème : maximum 25 000 F;
- c) au-delà de 100ème : maximum 20 000 F.

2^o Ce subside est versé pour autant que l'association prouve que 70 % de celui-ci est utilisé au paiement de salaires au personnel tel que défini à l'article 5, alinéa 2, 6^o.

CHAPITRE VII. — Contrôle et évaluations conjointes

Art. 19. En plus des évaluations internes par les organisations d'envoi et les fédérations, l'A.G.C.D. et les fédérations organisent annuellement des évaluations conjointes portant sur l'insertion des coopérants O.N.G. dans des projets et programmes agréés ainsi que sur la sélection, la formation et l'encadrement. Le Ministre détermine les modalités d'application du présent article.

Les rapports des évaluations conjointes sont discutés à la C.C.O. qui donne des avis au Ministre, aux fédérations ainsi qu'aux organisations d'envoi.

Les évaluations conjointes sont à charge du budget prévu pour les coopérants O.N.G.

CHAPITRE VIII. — Indexation

Art. 20. Les montants prévus à l'article 7, § 3, à l'article 10, alinéa 3, à l'article 12, 3^o, et à l'article 18, § 2, sont fixés sur base de l'index des prix à la consommation du mois de janvier 1990. Ils sont adaptés annuellement sur base de l'index du mois de janvier.

Le montant mensuel de base de l'allocation mensuelle visée à l'article 11 est rattaché à l'indice-pivot 138,01 au 1er janvier 1990, conformément à l'arrêté royal du 13 décembre 1989 portant liaison de certaines dépenses dans le secteur public à un nouvel indice-pivot.

CHAPITRE IX. — Mesures abrogatoires et transitoires

Art. 21. L'arrêté royal du 24 septembre 1964 relatif aux personnes agréées en qualité de volontaires de la coopération avec les pays en voie de développement, tel que modifié à ce jour, est abrogé, sauf pour l'application de l'article 22 du présent arrêté.

Art. 22. § 1er. Les personnes qui au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, prestant des services dans les pays en voie de développement et sont agréées conformément à l'arrêté royal du 24 septembre 1964 relatif aux personnes agréées en qualité de volontaires de la coopération avec les pays en voie de développement, tel que modifié à ce jour, continuent à bénéficier durant leur période d'agrément en cours des avantages de cet arrêté.

Elles bénéficient en plus des avantages prévus aux articles 12 et 14 du présent arrêté.

§ 2. Les mêmes personnes peuvent introduire auprès du Ministre une demande en vue de bénéficier de l'application intégrale du présent arrêté si au moment de son entrée en vigueur leur période de service en cours a encore une durée supérieure à un an.

§ 3. Le présent arrêté est appliqué à tous les prolongations d'agrément à partir de son entrée en vigueur.

§ 4. Les organisations d'envoi agréées au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté suivant le régime de l'arrêté royal du 24 septembre 1964 précité tel que modifié à ce jour, sont agréées conformément le présent arrêté si elles satisfont aux conditions énumérées à l'article 5, alinéa 2, 1^o à 7^o. A cet effet elles introduisent un dossier d'agrément complémentaire accompagné de l'avis d'une fédération. Les organisations d'envoi qui ne satisfont pas à ces

worden voor een programma van ontwikkelingseducatie in België, voor een periode van maximaal zes maanden. Tijdens deze periode geniet de N.G.O.-coopérant de voordelen opgesomd in artikel 11, en in artikel 12, 1^o, 2^o en 4^o tot 6^o.

Art. 17. De bedragen verschuldigd overeenkomstig dit besluit worden gestort op een bankrekening in België geopend op naam van de N.G.O.-coopérant.

HOOFDSTUK VI. — Vergoedingen aan de uitzendorganisaties

Art. 18. § 1. Als tussenkomst in de kosten in verband met selectie en omkadering van de N.G.O.-coopéranten, gedragen door de uitzendorganisaties, worden jaarlijkse subsidies betaald, op voorwaarde van goedkeuring van het verslag van het vorige jaar. De storting van deze subsidies geschiedt vóór het einde van de maand mei.

§ 2. 1^o De uitzendorganisaties hebben elk jaar recht op de volgende terugbetaling van selectie- en omkaderingskosten per erkende N.G.O.-coopérant in dienst op 15 februari :

- a) voor de eerste 40 erkenningen : maximum 30 000 F;
- b) voor de 41ste tot de 100ste erkenning : maximum 25 000 F;
- c) voor de bijkomende erkenningen boven de 100 : maximum 20 000 F.

2^o Deze subsidie wordt uitgekeerd voor zover de uitzendorganisatie bewijst 70 % van het bedrag te besteden aan de loonkost van het personeel zoals bedoeld in artikel 5, tweede lid, 6^o.

HOOFDSTUK VII. — Controle en gezamenlijke evaluaties

Art. 19. Boven de interne evaluaties door de uitzendorganisaties en de federaties organiseren A.B.O.S. en de federaties jaarlijks gezamenlijke evaluaties van de inschakeling van N.G.O.-coopéranten in erkende projecten en programma's, alsmede van de selectie, vorming en omkadering. De Minister bepaalt de toepassingsmodaliteiten van dit artikel.

De rapporten van de gezamenlijke evaluaties worden besproken in de O.C.N., die aan de Minister, de federaties en de betrokken uitzendorganisaties adviezen geeft.

De gezamenlijke evaluaties gebeuren ten laste van de begroting voorzien voor de N.G.O.-coopéranten.

HOOFDSTUK VIII. — Indexering

Art. 20. De bedragen voorzien in artikel 7, § 3, artikel 10, derde lid, artikel 12, 3^o, en artikel 18, § 2 zijn vastgesteld op grond van het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen van de maand januari 1990. Zij worden jaarlijks aangepast aan het indexcijfer van de maand januari.

Het maandelijks basisbedrag bedoeld in artikel 11 wordt gekoppeld aan de spilindex 138,01 op 1 januari 1990, overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 december 1989 houdende koppeling van sommige uitgaven in de overheidssector aan een nieuwe spilindex.

HOOFDSTUK IX. — Opheffings- en overgangsmaatregelen

Art. 21. Het koninklijk besluit van 24 september 1964 betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van vrijwilliger voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden zoals gewijzigd tot op heden, wordt opgeheven, behalve voor de toepassing van artikel 22 van dit besluit.

Art. 22. § 1. De personen die op het ogenblik van het in werking treden van dit besluit, diensten in een ontwikkelingsland presteren en erkend zijn overeenkomstig het koninklijk besluit van 24 september 1964 betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van vrijwilligers voor de samenwerking met de ontwikkelingslanden, zoals gewijzigd tot op heden, genieten gedurende de periode van hun lopende erkenning van de voordelen ervan.

Bijkomend genieten zij van de voordelen vervat in artikels 12 en 14 van dit besluit.

§ 2. Dezelfde personen kunnen bij de Minister een aanvraag indienen om te genieten van de integrale toepassing van dit besluit indien op het moment van zijn in werking treden hun lopende dienstperiode nog langer dan één jaar duurt.

§ 3. Dit besluit wordt toegepast op alle verlengingen van erkenningen vanaf zijn in werking treden.

§ 4. De uitzendorganisaties die op het ogenblik van het in werking treden van dit besluit erkend zijn overeenkomstig het voornoemd koninklijk besluit van 24 september 1964 zoals gewijzigd tot op heden, worden erkend overeenkomstig dit besluit als ze de in artikel 5, tweede lid, 1^o tot 7^o opgesomde voorwaarden vervullen. Zij dienen daartoe een aanvullend erkenningsdossier in, vergezeld van het advies van een federatie. De uitzendorganisaties die deze voor-

condition ou qui n'introduisent pas un nouveau dossier conservent leur agrément conformément à l'arrêté royal précité du 24 septembre 1964 durant la période d'agrément en cours des volontaires qu'elles ont envoyés.

CHAPITRE X. — Dispositions finales

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1991.

Art. 24. Notre Ministre de la Coopération au Développement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 mars 1991.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Coopération au Développement,
A. GEENS

waarden niet vervullen of die geen aanvullend dossier indienen behouden hun erkenning overeenkomstig voornoemd besluit van 24 september 1964 gedurende de periode van de lopende erkenning van de door hen uitgezonden vrijwilligers.

HOOFDSTUK X. — Eindbepalingen

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1991.

Art. 24. Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 maart 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Ontwikkelingssamenwerking,
A. GEENS

F. 91 — 1011

2 AVRIL 1991. — Arrêté royal relatif à l'agrément de fédérations des organisations non gouvernementales en matière de coopération au développement

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'État, telle que modifiée à ce jour;

Vu la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au développement et d'un Fonds de prêts à des États étrangers, notamment l'article 2, § 1^{er};

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 19 octobre 1990;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Coopération au Développement et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le cadre de l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et la subside d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement l'Association des Organisations non gouvernementales francophones et germanophones pour le Tiers-Monde a.s.b.l. et Coprogram Vlaanderen a.s.b.l. sont agréées comme fédérations des organisations non gouvernementales agréées par le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions.

Pour les subsides dont question à l'article 20, § 3, de l'arrêté royal précité les fédérations citées à l'alinéa 1^{er} ont droit chacune au remboursement des coûts salariaux et des frais de fonctionnement de deux membres de personnel.

Art. 2. Dans le cadre de l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et à la subside d'organisations non gouvernementales et de fédérations pour les activités d'éducation en matière de la coopération au développement l'Association des Organisations non gouvernementales francophones et germanophones pour le Tiers-Monde a.s.b.l. et Coprogram Vlaanderen a.s.b.l. sont agréées comme fédérations des organisations non gouvernementales agréées par le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions.

Pour les subsides dont question à l'article 15, § 4, de l'arrêté royal précité les fédérations citées à l'alinéa 1^{er} ont droit chacune au remboursement des coûts salariaux et des frais de fonctionnement d'un membre de personnel.

Art. 3. Dans le cadre de l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subside de personnes, d'organisation de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants Ong Intercodev a.s.b.l. est agréée comme fédération des organisations d'envoi agréées par le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions.

Pour les subsides dont question à l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal précité la fédération citée à l'alinéa 1^{er} a droit au remboursement des coûts salariaux et des frais de fonctionnement de six membres de personnel.

N. 91 — 1011

2 APRIL 1991. — Koninklijk besluit betreffende de erkenning van federaties van de niet-gouvernementele organisaties inzake ontwikkelingssamenwerking

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking en een Fonds voor Leningen aan Vreemde Staten, in het bijzonder artikel 2, § 1;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 19 oktober 1990;

Op de voordracht van Onze Minister van Ontwikkelingssamenwerking en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het kader van het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake projecten in ontwikkelingslanden worden Coprogram Vlaanderen v.z.w. en de Association des Organisations non gouvernementales francophones et germanophones pour le Tiers-Monde v.z.w. erkend als federaties van de door de Minister die de ontwikkelingssamenwerking binnen zijn bevoegdheid heeft erkende niet-gouvernementele organisaties.

Voor de subsidies waarover sprake in artikel 20, § 3, van het voornoemd besluit hebben de in het eerste lid genoemde federaties elk recht op de terugbetaling van de loonkosten en werkingskosten van twee personeelsleden;

Art. 2. In het kader van het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en federaties voor educatieve activiteiten inzake de ontwikkelingssamenwerking worden Coprogram Vlaanderen v.z.w. en de Association des Organisations non gouvernementales francophones et germanophones pour le Tiers-Monde v.z.w. erkend als federaties van de door de Minister die de ontwikkelingssamenwerking binnen zijn bevoegdheid heeft erkende niet-gouvernementele organisaties.

Voor de subsidies waarover sprake in artikel 15, § 4, van het voornoemd besluit hebben de in het eerste lid genoemde federaties elk recht op de terugbetaling van de loonkosten en werkingskosten van een personeelslid.

Art. 3. In het kader van het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van N.G.O.-coöperanten wordt Intercodev v.z.w. als federatie van uitzendorganisaties erkend door de Minister die de ontwikkelingssamenwerking binnen zijn bevoegdheid heeft.

Voor de subsidies waarover sprake in artikel 7, § 3, eerste lid, van het voornoemd besluit heeft de in het eerste lid genoemde federatie recht op de terugbetaling van de loonkosten en werkingskosten van zes personeelsleden.